Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. L, No. 12 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***1- 8 avril 2020***

L'IMPLOSION SURGIRA-T-ELLLE PLUS TÔT OU PLUS TARD ?

Affrontement Moïse-Jouthe # 1; Le second ne tardera pas...

Par Léo Joseph

Il y a moins de deux mois, le tandem Moîse-Jouthe était perçu comme le mariage idéal, Jovenel Moïse, le mari de rêve, Joseph Jouthe, l'épouse parfaite. Le Premier ministre de facto venait tout juste de déclarer allégeance à son patron, quasiment prenant le serment de taire ses positions personnelles en signe d'obéissance absolue à son patron. Cela avait tant l'air de plaire au président se croyant « *chef* » dans toutes les fibres de son être. Mais les choses ont failli, dans l'espace de quelques minutes, au Palais national, la semaine dernière, tourné au vinaigre.

Sans l'ombre d'un doute, quand le mot « *démission* » a été évoqué dans l'interaction Président de la République-Premier ministre, il y a lieu de craindre qu'encore un tout petit peu, ce qu'on prenait pour parfaite harmonie aurait, sans sommation, basculé dans le chaos. Mais comme on dit souvent, le malheur épargne une fois, mais n'oublie pas définitivement. A coup sûr, la semi-altercation, sinon désaccord, qui s'était produite entre l'occupant du Palais nationale et celui de la primature risque, à coup sûr, de se reproduire. Reste à savoir quand.

En effet, il semble que Joseph Jouthe ait été projeté dans un environnement où il ne fait pas bon évoluer. Selon toute vraisemblance, par rapport à son idéologie, le Premier ministre de facto « *a la sensibilité politique à fleur de peau* ». Une attitude qui semble être conditionnée par l'insatisfaction de certains parents à l'égard de la posture d'allégeance du premier jour. Comme parlant d'une seule et même voix, là où M. Jouthe trouve son port d'attache, c'est-à-dire sa base na-

Suite en page 3

L'ÉTAT D'URGENCE ENTRAÎNÉ PAR COVID-19 EN HAÏTI

La dépossession du peuple haïtien par Jovenel Moïse s'intensifie

La corruption et le détournement de fonds publics : Pas de trêve à l'ère du COVID-19

Jovenel Moïse, il semble que la paix politique recherchee n'ait pas ete trouvee avec Joseph Jouthe.

Le Premier ministre de facto Joseph Jouthe mis dans un guêpier ?

Par Léo Joseph

Jovenel Moïse et son équipe de PHTKistes sautent sur toutes les occasions offertes par les décaissements effectués par l'Etat pour donner dans la surfacturation. Mais les déclarations d'état d'urgence faites par le chef de l'Etat constituent des opportunités uniques de ramasser des millions. Surtout dans ce contexte où ce dernier se battait comme un beau diable dans un bénitier pour priver le pays de son Parlement, en vue de diriger par décret. On comprend bien pourquoi Jevenel Moïse tenait à cette situation et pourquoi tous

Suite en page 3

PILLAGE DU PEUPLE HAÏTIEN PAR PHTK

Les employés de Michel Martelly émargent au budget de l'État

Jamais, avant Michel Martelly, un ancien chef d'État ne s'attendait à ce que l'État paye toutes ses factures personnelles, y compris celles liées au divertissement frivole. Dans le cas du prédécesseur de Jovenel Moïse, même les employés embauchés dans les entreprises de Sweet Mickey émargent au budget de la République.

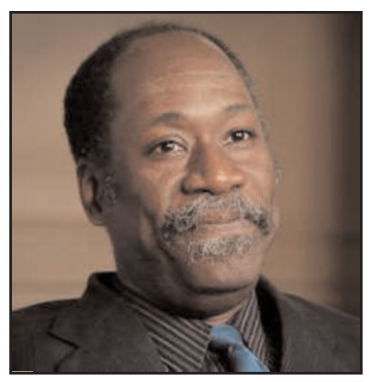
En effet, l'ex-président Martelly réalise des millions de dollars de profits en tant que distributeur de produits pétroliers. Sa compagnie pétrolière, la DNC, dont les pompes sont implantées sur toute l'étendue du territoire national, compte plus de 500 employés, selon les révélations faites par des fonctionnaires attachés à la Direction générale des impôts (DGI) requérant l'anonymat. Ces derniers ont précisé que tous les employés du DNC touchent leurs salaires à partir du budget de l'État.

Les personnes qui ont dénoncé cette situation n'ont pas voulu préciser le montant de la masse salariale de ces employés. Un de ces fonctionnaires, qui ne cache pas sa frustration face à une telle situation, a déclaré sans ambages que cette façon de procéder est

Suite en page 3

HAPPENINGS! The kidnapping of a prominent MD in Port-au-Prince

Dr Jerry Bitar



Dr Jean Hugues Henrys

By Raymond Alcide Joseph

The kidnapping Friday, March 27, of Dr. Jerry Bitar and his quick release with no ransom paid is an eloquent lesson in collective anger.

Dr. Bitar was kidnapped by unidentified bandits early Friday morning as he left home in the tony neighborhood of Pèlerin 4, not far from President Jovenel's private residence at Pèlerin 5. He was going to work at the Bernard Mevs Hospital in Port-au-Prince where he and his twin brother Marlon, MD., are co-directors of the reputable trauma hospital that is of service to the community at large, without social distinction.

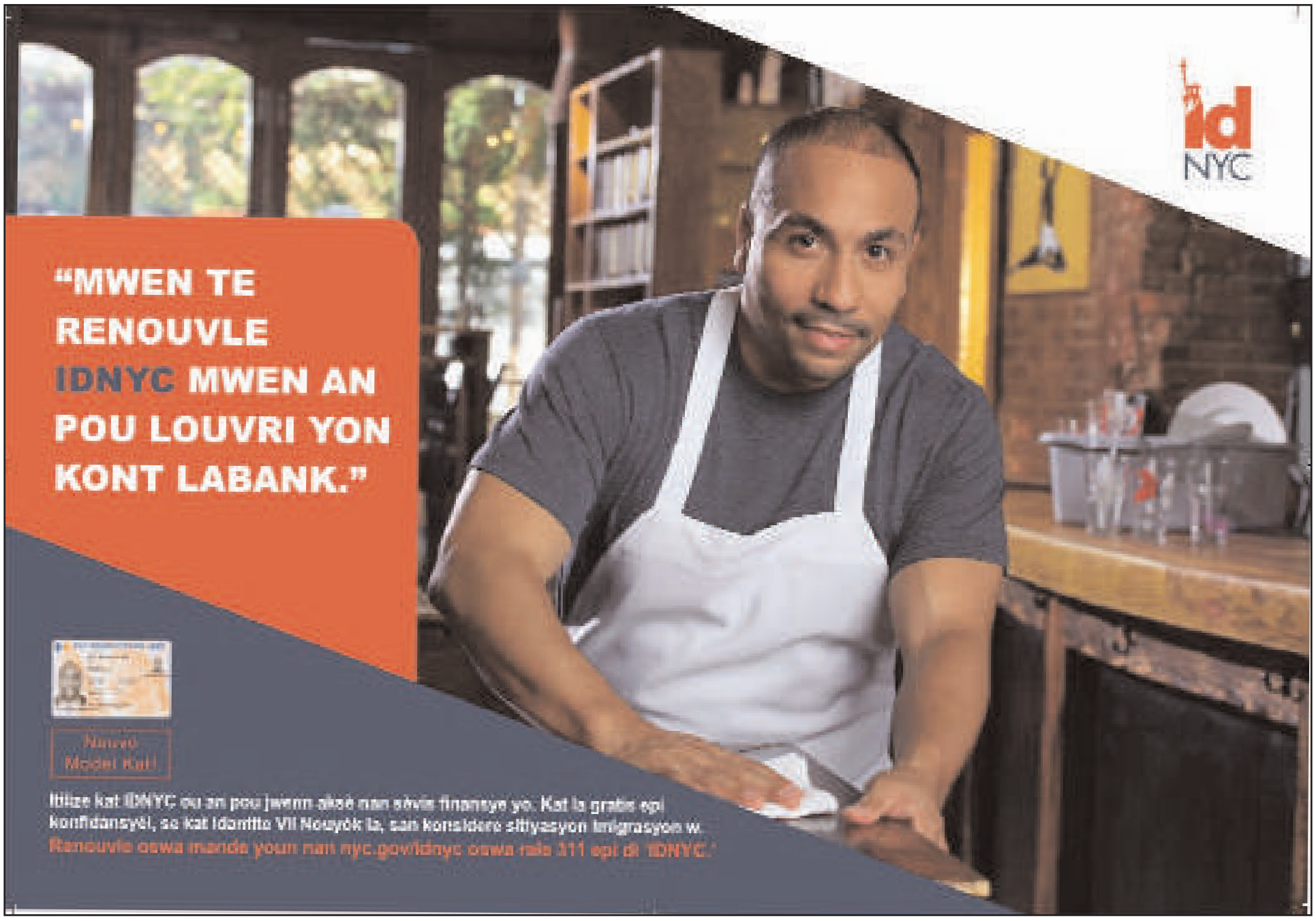
On learning of the kidnapping, the staff of at Bernard Mevs angrily demonstrated in front of the establishment with placards asking for the hospital's immediate closing until Dr. Bitar returned. Patients already there will continue receiving treatment, but no new ones will be admitted, it was said.

"***Unacceptable,***" fumed Jean Hugues Henrys, M.D., president of the Haitian Medical Association (French acronym AMH), who added, ***"this pleasantry must stop."*** In a phone interview to the Haitian daily *Le Nouvelliste,* he went on: ***"The kidnapping of any citizen is a crime. But when they kidnap the director of one of the hospitals more appropriate to face the unfolding crisis, when they kidnap the director of a hospital that accepts to treat patients of all walks of life, even the bandits, it's a crime against the Haitian people."***

Then President Jovenel Moïse addressed the nation. Speaking directly to the kidnappers, he

Continued on page 7

Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 2



Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 3

PILLAGE DU PEUPLE HAÏTIEN PAR PHTK

Les employés de Michel Martelly émargent au budget de l'État

Suite de la page 1

tout à fait irrégulière, puisque la loi ne cautionne pas l'idée que les employés d'un ancien président de la République émargent au budget national. Selon au moins un de ces fonctionnaires se disant indigné, un tel état de fait n'avait pas cours avant l'avènement de PHTK avec Michel Martelly et Jovenel Moïse. Deux autres protestataires ont rallié le point de vue du troisième en disant qu'une fois les conditions réunies avec un gouvernement respectueux des normes établies, il sera possible de traîner devant les tribunaux ceux qui sont à l'origine de cette imposture, tant Michel Martelly que Jovenel Moïse, afin de les traduire en justice pour qu'ils restituent les fonds de l'État détournés au profit de Martelly, ce qui équivaut à un détournement des fonds de l'État.

D'aucuns prétendent que les faits extra-légaux attribués à M. Martelly, en tant qu'ex-chef d'État, sont dus à la pusillanimité de Jovenel Moïse incapable de résister aux exigences de son prédécesseur faisant pression sur lui et l'intimidant jusqu'à ce qu'il accède à ses demandes.

On a constaté, par exemple, qu'à l'occasion des carnavals 2020, Jovenel avait mis des dizaines de millions de gourdes à la disposition de Sweet Mickey et à sa suite pour qu'ils puissent se divertir et s'amuser follement.

L'IMPLOSION SURGIRA-T-ELLLE PLUS TÔT OU PLUS TARD ?

Affrontement Moïse-Jouthe # 1; Le second ne tardera pas...

Suite de la page 1

turelle, là où il revient toujours quand toutes les portes sont fermées ailleurs, il s'est entendu dire que les propos d'allégeance sont « *inacceptables* ». Sur ces entrefaites, un geste s'avérait nécessaire pour prouver qu'il n'est pas véritablement prêt à se laisser marcher dessus.

Il faut reconnaître la corruption là où il montre le nez

Il semble que l'opération du trio Martelly-Saint-Rémy-Champagne ait fourni au Premier ministre de facto l'occasion qu'il cherchait pour reprendre ses droits, afficher son indépendance par rapport à un chef d'État qui croit le posséder, mais, pourtant, qui fait marche-arrière par rapport à son vœu d'abandon de soi.

Michel Martelly n'avait aucune idée que le propre Premier ministre du régime PHTK, dont il est le patron numéro 1, allait tenter d'arrêter la course aux millions de son équipe. C'est précisément l'échec qu'il a essuyé lorsque Kiko Saint-Rémy et Gesner Champagne (ses deux beaux-frères) sont arrivés en hâte pour lui dire que Joseph Jouthe mettait les bâtons dans les roues de leur projet, refusant d'autoriser les USD 18 millions $ dont ils ont besoin pour financer l'achat des équipements et fournitures qu'ils avaient commandés auprès d'une compagnie chinoise.

Le Premier ministre de facto croit avoir découvert une opération de corruption, en ce sens que les deux proches de Martelly n'ont pas les capacités, encore moins l'expérience, pour mener à bien une telle entreprise. Selon lui, l'unique raison qui favorise l'octroi des fonds recherchés s'explique par l'unique fait de leur relation avec l'ancien président. Cela s'appelle « *corruption*», raisonne-t-il. Le projet ne passera pas. Les USD 18 millions $, moins les USD 7,2 millions $ de commission destinés au tandem Saint-Rémy-Champagne n'atterriront pas en Chine.

Il s'est donc immédiatement développé un bras de fer entre Moïse et Jouthe. Jovenel Moïse n'est pas homme à opposer un non catégorique à Michel Martelly. De toute évidence, c'est plutôt Joseph Jouthe qui va être le dindon de la farce. Il y a de quoi frustrer un Premier ministre qui croit découvrir la corruption, quand bien même il serait de facto. En tout cas, dans l'optique de Joseph Jouthe, la décision de Jovenel Moïse de trancher en faveur de Martelly et ses deux beaux-frères est un cas de lèse dignité. Mais un homme d'État, qui croit avoir la responsabilité de combattre la corruption, peut-il cohabiter avec un patron qui prétend faire la guerre à celle-ci alors qu'il protège tous ceux qui s'y complaisent ?

Y a-t-il cause de démission ?

Près d'une semaine après le fâcheux incident, Joseph Jouthe est encore ferme au poste. D'ailleurs il a fait des nominations importantes depuis lors. S'il avait donné vraiment sa démission, il a dû avoir de bonnes raisons de ne pas tourner le dos à Jovenel Moïse.

Toutefois, les relations entre les relations entre les deux hommes ne seront plus les mêmes. Mais pas d'illusion ! Jovenel Moïse ne pardonnera jamais à Joseph Jouthe d'avoir l'effronterie de penser à démissionner.

L'ÉTAT D'URGENCE ENTRAÎNÉ PAR COVID-19 EN HAÏTI

La dépossession du peuple haïtien par Jovenel Moïse s'intensifie

La corruption et le détournement de fonds publics : Pas de trêve à l'ère du COVID-19

Suite de la page 1

ses proches collaborateurs se multipliaient par quatre pour y contribuer.

Initié par René Préval qui, en deux occasions, avait déclaré l'état d'urgence, suite au passage de deux ouragans qui avaient ravagé surtout l'arrière-pays, en faisant main basse sur le fonds PetroCaribe, cette stratégie a été également mise à profit par Michel Martelly et Laurent Salvador Lamothe ayant suivi le modèle de pillage de leur prédécesseur. Après l'élimination de l'importation du brut vénézuélien, qui alimentait ce compte, Jovenel Moïse s'est donné d'autres sources de revenus pour financer l'état d'urgence sanitaire occasionné par la pandémie du Coronavirus. Avant même que soient établies les modalités de décaissement de l'aide de USD 50 millions offerte à Haïti par la Banque mondiale, Jovenel Moïse a jugé opportun de lancer une nouvelle ronde de pillage. Aussi croit-t-il devoir anticiper sur l'octroi de ces fonds annoncés pour mettre ce plan à exécution en route en exigeant un « *prêt* » de la Banque nationale de crédit (BNC). Les USD 18 millions qui auraient été extraits (ou à extraire, car personne ne sait à quelle on en est) de cette institution n'ont pas véritablement pour motif le souci de faire l'acquisition d'équipements et de matériels pour faire la guerre contre le Coronavarus, mais plutôt pour satisfaire le besoin maladif de millions de ses alliés du PHTK. Voilà l'administration de la BNC mise dans ses petits souliers par Jovenel Moïse, fortement pressuré par Michel Martelly, cherchant à trouver sans délai — et à la cloche de bois — le financement nécessaire pour payer une commande effectuée à l'étranger pour le compte de l'État haïtien par deux beaux-frères de l'ex-président musicien. Vu la manière d'opérer de Nèg Bannann nan et ses collègues du PHTK, on peut se faire une idée de la direction que va prendre cette opération.

Gesner Champagne se retrouvant en mauvaise compagnie, est-il en odeur de saintete.

Kiko Saint-Rémy trempe toujours dans la mauvaise sauce.

Une autre opération de corruption et de détournement de fonds public en cours

Généralement, sous le gouvernement dirigé par Jovenel Moïse, c'est après coup qu'éclatent les scandales. Celui-ci est dénoncé au moment même que les acteurs sont à pied d'œuvre. Des observateurs se révèlent sceptiques par rapport à cette commande qu'on prétend être placée par Kiko Saint-Rémy, frère de Sophia Saint-Rémy (l'ex-première dame d'Haïti) et Gesner Champagne (Ti-Ges), l'époux de Claudia Saint-Rémy, la jeune sœur de Sophia, auprès d'une compagnie chinoise « Bowang Co. Ltd./ China Xu Xiao ». Il s'agit, apprend-on de sources proches du Palais national, d'une liste d'équipements et de fournitures sanitaires coûtant USD 18 millions $ commandés par la société « PREBLE-RICH HAITI ».

Voici soi-disant la liste des produits que Saint-Rémy et Champagne prétendent devoir fournir pour la somme facturée au gouvernement : 500 lits d'hô-

Michel Martelly, l'ex-président qui attire sur lui tous les bandits.

Suite en page 8

Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 4

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL
Bien-être mental pendant la pandémie du COVID-19

Par Rosie Bourget

La pandémie de COVID-19 est une période stressante pour notre communauté, et certains peuvent avoir du mal à y faire face. Il

Rosie Bourget

existe des moyens d'améliorer votre bien-être mental, même en pratiquant la distanciation sociale.

Techniques de réduction du stress

Prenez une pause! Prévoyez du temps où vous vous abstiendrez de regarder, lire ou écouter les nouvelles, y compris les médias sociaux. Entendre parler de la pandémie à plusieurs reprises peut être bouleversant. ***Bougez-vous!*** Vous pouvez être coincé à l'intérieur, alors soyez intentionnel de rester actif. Essayez de respirer profondément en vous étirant. Essayez d'obtenir un peu de soleil et d'air frais lorsque vous le pouvez. ***Nourrissez-vous***! S'il n'est pas au-dessus de vos moyens, essayez de manger des repas sains et bien équilibrés. Faites le plein de sommeil et évitez de consommer de l'alcool et des drogues.

Détendez-vous! Prenez le temps de vous détendre pendant le télétravail. Le travail et les loisirs peuvent facilement devenir flous si vous travaillez ou apprenez de la maison. Essayez de faire d'autres activités que vous aimez, comme les arts, l'écriture, ou le jeu. Cela pourrait être le moment idéal pour commencer un livre que vous souhaitez lire ou consulter vos magazines préférés. Ecoutez de la musique qui vous apporte des pensées positives tout en fermant les yeux et en vous relaxant est une excellente option. ***Restez en contact!*** Connectez-vous avec d'autres personnes en ligne ou utilisez votre téléphone pour appeler, envoyer un SMS ou un chat vidéo. Discutez avec vos proches de vos préoccupations et de ce que vous ressentez.

Demandez de l'aide! Appelez votre fournisseur de soins de santé si le stress empiète dans vos activités quotidiennes pendant plusieurs jours d'affilés.

r_bourget@yahoo.com
Maîtrise en travail social

Manu Dibango est mort, un baobab est tombé

Par Louis Carl Saint Jean

Mardi 24 mars 2020. Vingt-et-une heures et trente-cinq minutes. Je suis agglutiné devant mon téléviseur, suivant les dernières nouvelles sur le Covid-19. Mon téléphone sonne... Ma bonne amie ivoirienne, Marie Angéline Ouattara m'appelle de Maryland. D'une voix triste, elle m'apprend que le célébrissime musicien et compositeur camerounais Manu Dibango a rendu l'âme à Paris. Âgé de 86 ans, notre Papa Manu a été victime de " ce mal qui répand la terreur " à travers le monde entier depuis maintenant trois mois.

Quelle terrifiante nouvelle! Sur le coup, je me suis senti déboussolé. Car, avec la mort de Manu, c'est un pan entier de la culture africaine qui s'est effondré. C'est un baobab, un mapou qui est tombé!

J'adorais Manu Dibango. C'est, je crois, vers 1973, un samedi, à peu près à l'époque du déroulement du tournoi de la CONCACAF chez nous, en Haïti, que j'ai entendu citer ce grand nom pour la première fois. C'était, je n'en doute guère, sur les ondes de Radio Haïti-Inter. Cette station de radio venait de diffuser « *Soul Makossa* », qui deviendra par la suite la chanson fétiche de son illustre compositeur. À la suite de la diffusion de ce beau morceau, l'animateur de l'émission — son nom m'échappe, malheureusement —, en un langage châtié, a brièvement parlé de cette star africaine. Je n'avais jamais entendu parlé d'elle avant cette heureuse occasion.

C'est que, à dire vrai, jusqu'ici, je ne connaissais comme artistes africains que les poètes Léopold Sédar Senghor et Bernard Dadié, le diseur et chanteur sénégalais Bachir Touré, le chanteur béninois G.G. Vikey et de rares autres, si ce n'était pas tout. Avec passion, j'ai passé le clair de l'après-midi à zapper d'une radio à l'autre, espérant de pouvoir jouir à nouveau des délices de «*Soul Makossa* » ou celles d'autres créations du nouvel objet de mon admiration.

Peine perdue! À part des chansonnettes françaises en vogue, je me contentai alors des morceaux locaux que nous proposaient d'excellents animateurs tels que Ulrick « *Rico* » Jean-Baptiste et Jacques Sampeur et surtout « *Toup pou yo* », le chant de ralliement de l'inoubliable sélection nationale de football d'alors.

Comme à l'époque les informations étaient fournies au compte-gouttes, j'ai dû alors attendre jusqu'au surlendemain pour me rendre à la bibliothèque de l'Institut Français, située alors à la Cité de l'Exposition pour étancher ma soif.

Me voici donc à l'Institut Français, ce lundi-là. J'y arrivai dès l'ouverture. La gentille bibliothécaire m'accueillit cordialement. Après quelques bonnes minutes de recherches, elle me tendit un ou deux exemplaires de Jeune Afrique dans lesquels avaient été publiés des articles sur Manu Dibango. Je les lis d'une joie débordante et pris des notes avec avidité.

À mon retour dans mon quartier, je fis fièrement part de ma trouvaille à mes camarades - les Flaubert Aurélus, Jacques Patrick Glaure, Claude Parola, Evens Jean-Louis, etc. Inutile de dire qu'eux aussi ne tarderont pas à devenir des admirateurs de Manu. C'est, d'ailleurs, ainsi que nous nous formions à l'époque: l'un aidait l'autre, en se passant des bouquins, des journaux, des romans-photos, des revues ou tout autre matériel susceptible de meubler notre esprit. Entendez, s'il vous plaît, des matériels importés de France.

Comme tous les écoliers et étudiants de ma génération, me brûlait le cœur l'envie de connaître l'Afrique, que certains de nos instituteurs nous cachaient. Ou nous apprenaient à haïr. Et, croyez-moi, c'est bien le verbe. En effet, beaucoup d'entre eux avaient pris un malin plaisir à nous décrire l'Alma mater sous un regard hideux. Nous devons admettre qu'à l'époque, bon nombre de nos institutions, surtout les écoles congréganistes, nous formaient pour être de ceux que Frantz Fanon a si bien appelés des « peaux noires, masques blancs ». Les Gaulois étaient nos ancêtres, avions-nous étudié dans les livres d'Histoire générale qui nous venaient … de la France.

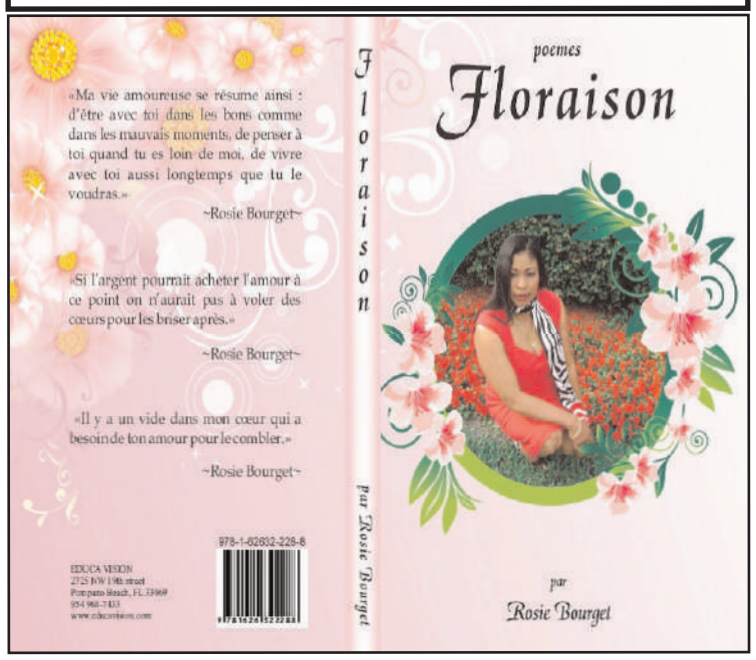
Tralala! Voilà que magiquement mes cousins des Gonaïves, mes cousines de Fond-des-Nègres, mes camarades du Bel Air, du Bas-Peu-de-Choses, de Carrefour et d'autres quartiers de la Capitale et moi, natif du Morne-à-Tuf, à Port-au-Prince, étions la postérité de Vercingétorix! Quel habile lavage de cerveau! Et de cet esclavage mental, beaucoup, même devenus adultes, ne s'en sont jamais affranchis! Et on en trouve jusqu'à aujourd'hui!

Oui, on nous éloignait de notre culture. Qui pis est, on nous apprenait à déprécier nos ancêtres. On nous présentait Jean-Jac-

Suite en page 12

PROPRI T VENDRE
PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**



TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reliure soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

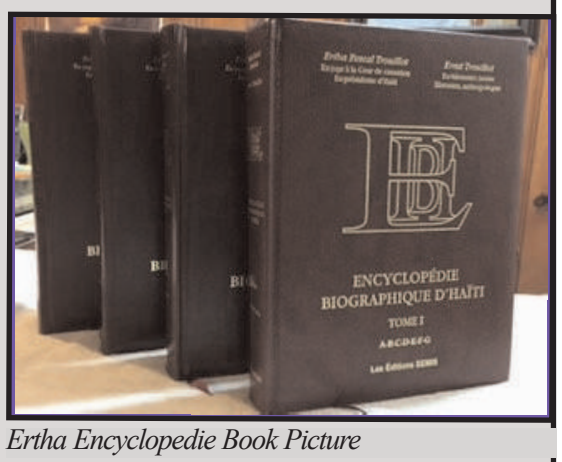
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'-Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

COVID-19, pran youn ti pòz, pou pèp la regle ak kidnapè. Sa se twòp atò !

Vandredi pase, 27 mas, se prèske tout mounn ki t ap di "**Sa se twò atò!"** Nouvèl la choke tout mounn. Men yo kidnape doktè *Jerry Bitar,* frè marasa *Marlon,* yo 2 medsen ki direktè Lopital *Bernard Mevs* nan Pòtoprens, youn lopital ki gen repitasyon sèvi tout mounn san distenksyon. alabri. Si se pa t tout sekirite ki avè l yo lè l ap sot lakay li pou l al opalè, yo ta ka kidnape prezidan an tou! Se grav, men se sa reyalite peyi a depi nou rantre nan Tèt Kale, osnon Kale Tèt sa a.

Enben youn kidnapin konsa fè gwo bri nan tout peyi a. Menm prezidan Moyiz santi l sekwe.

Gouvènè Nouyok la Andre

A non, ann kanpe sou nouvèl *coronavirus la,* osnon COVID-19, jan Òganizasyon mondyal la sante (OMS) rele maladi sa a k ap fè ravaj toupatou nan lemonn depi l te pèse nan peyi Lachin nan mitan mwa desanm nan. Kidnapè Ayiti al twò lwen. Kou sa a p ap pase.

Eskize m, m konnen jodi a se jou Pwason Davril, men sa m ap Diran jounen vandredi a msye fè youn diskou a la nasyon. M ap ban nou 2 moso ladan l, pawòl ki pi fò yo, e m ap bay yo an franse, jan l te pale a:

« *Je vous demande de prendre conscience de votre acte. Le Docteur Bitar est un général et un soldat de la lutte contre le coronavirus* ». Epi l di : « *La police, la justice et toutes les forces du pays,*

Dr. Jerry Bitar

di nou la a se pa okenn Pwason Davril. Kijan nou ka konprann vandredi maten byen bonnè, yo ka kidnape doktè Bitar an sòtan lakay li, nan Pèlren 4, pa twò lewn kay prezidan Jovenèl Moyiz (Jovenel Moïse), ki abite nan Pèlren 5. Epi yo disparèt avè l. Jannou wè k la, mezanmi, pèsonn pa *mettez-vous au travail parce que la famille, les amis et la population haïtienne attendant le Docteur Bitar* ».

Anvan sa, se doktè *Jean Hugues Henrys,* ki se prezidan Asyosasyon mdikal Ayiti a, ki te fè youn deklarasyon pou l di sa k pase ak doktè *Bitar* a se youn bagay « ***inacceptable*** ». Nou renmèsye jounal *Le Nouvelliste*, nan dat 27 mas la, ki bay anpil presizyon sou sa l te di. Men sa doktè Henrys te di *Le Nouvelliste* **:** « *Cette plaisanterie a trop duré* ». Li lè, li tan pou jwèt sa a fini. Jwèt ap kidnape sitwayen nan youn peyi ki sanble san gouvènman, osnon gouvènman nan jwèt la tou!

M ap tradui rès sa doktè Henrys te di a paske se pawòl ki pou ret grave nan kè tout Ayisyen: « *Kidnapin nenpòt ki sitwayen se youn krim. Men lè yo kidnape direktè younn nan lopital ki pi byen prepare pou fè fas a sitiyasyon k ap devlope a [COVID -19 la]; lè yo kidnape direktè youn lopital ki aksepte pran swen tout klas mounn san distenksyon, menm bandi yo tou, sa se youn krim kont pèp ayisyen an* ».

Epi mounn yo ki anchaj Lopital Bernard Mevs la di y ap fèmen lopital la jiskaske doktè Bitar retounen. Mounn ki deja nan lopital la y ap ba yo swen kilfo. Men yo p ap aksepte okenn nouvo pasyan. **Sa se twòp atò !**

Se konsa doktè Bitar te vin tounnen youn patat cho nan men kidnapè yo. Lapèrèz pran yo fwa sa a, paske yo santi se kòm si se tout peyi a ki leve kanpe pou mande yo esplikasyon. Menm mounn nan zòn kote y ap opere a fache. Non, se pa doktè Bitar yo ta fè sa.

Se konsa, menm jou vandredi swa a yo te lage doktè a. *Le Nouvelliste* di se frè marasa a, doktè Marlon Bitar, ki konfime nouvèl la pou yo. Li di, e n ap bay li an franse jan l parèt la : « *Nous sommes soulagés. Il a été libéré sans versement de rançon. Il n'a pas été brutalisé* ». Nou tande kijan sa pase. Yo lage l san senk kòb pa bay. Ni tou yo pa t fè l anyen, yo pat bat li.

M espere ke sa pa pral ret la, menm jan y abitye fè. Li lè, li tan, pou gouvènman an pran responsablite l nan kesyon kidnapin sa a. Asireman, yo gen tout enfòmasyon kilfo sou ekip ki te kidnape doktè Bitar a, paske gen mounn ki te gentan wè nan ki machin yo te foure l pou pati avè l. Okontrè, mwen menm kwè yo gen plak machin nan. Ale wè, se ka menm kidnapè yo byen konnen, ki konn al fè djòb pou yo. Pa bliye ke menm senatè nan biznis la tou. E senatè sa yo se manm PHTK, kidonk nan pati prezidan an, petèt bon zanmi gwo chèf la epi lòt ki te la anvan l nan, sa k rele tèt li "Bandi Legal" la. M ap repete ankò : **Sa se twòp atò !**

Epi yo kenbe 2 bandi ak zam nan Okap ki konekte ak gwo otorite N ap pwofite de ti pòz sa a nou pran nan kesyon COVID-19 la, pou n vini sou arestasyon ki te fèt Okap Ayisyen, men ki pa t retni atansyon nou, tèlman nou te okipe nan atik sou maladi k ap fè ravaj toupatou a.

Selon enfòmasyon *Vant Bèef Info* (VBI), nan dat 20 mas, polisye branch UDMO (Unité départementale de maintien de l'ordre) te arete 2 endividi ame ki te fèk fè youn gwo vòl nan youn magazen *Auto Parts*, ki vann pyès machin nan zòn ki rele Madlin, alantre lavil Okap lè w ap sot Wanament. Anplis de vòl la, yo dezame mèt biznis la epi y ale ak zam nan.

VBI di younn nan mesye yo se mounn Lapolis konnen byen. Yo te arete l 4 fwa deja. Pou jan yo di l la, nou ta ka rele yo vòlè ofisyèl. Tout mounn Madlin te kontan fopaplis dèske finalman Lapolis te met lapat sou yo. Depi youn bon bout tan yo t ap malmennen mounn nan zòn nan.

Men bèl koze a. Menm vandredi a, gen youn « *responsab relijye* » — gen mounn ki di se youn pastè — te vin pote dokiman bay UDMO pou pwouve mesye yo se ajan sekirite pou Delegasyon Nò a. Kòm nou konnen, youn delegasyon se òganizasyon ki reprezante prezidan Repiblik la pou depatman an. Kivedi, bandi ame yo gen djòb sou lèkote y ap fè, petèt ak otorizasyon chèf yo ki touche pa yo nan sa bandi yo reyalize.

Gouvènè Noujèze a Fil Mefi

Antouka, selon sa 2 mesye yo di, se depi lè mouvman manifestasyon te kòmanse nan peyi a kont prezidan Moyiz ke delegasyon an te anboche yo pou met lòd nan dezòd. Sa pwouve yo vrèman ofisyèl. Sa ban nou youn lide kijan bandi fin pran peyi a. Kounnye a yo depase mèt yo. Se nan ta konsa gwo otorite yo vin wè ke ti lyon yo t ap bay lèt yo vin byen devlope e ka menm manje yo. Donk, lè nou di se gouvènman an ki responsab tout eskonbrit nan peyi a, kidnapin tou, se pa manti n ap fè. De jouanjou, verite a ap eklate nan je n.

Si prezidan an ka fè kòlè monte l pou l fè kidnape doktè Bitar, se moman sa a tou pou kòlè monte l pou tout lòt briganday k ap fèt, swa anba figil l nan, Pòtoprens, osnon nan tout rès peyi a. Èske yo pa di gen plis pase 70 gang òganize nan peyi a ? Epi se Michèl Mateli ki antretni yo ak zam, minisyon, ki sot Vyetnam pase pa *Natcom,* ki se youn branch *Viettel,* manman konpayi telefòn

Gouvènè Konektikèt Ned Lamont.

Vyetnam nan, ki sou kontwòl Depatman Defans peyi sa a. Nèspa vrè ke yo di mounn ki gen kontwòl gang yo se li k ap pase nan eleksyon kòm prezidan ? Sa se anvan COVID-19 te parèt sou yo. Pawòl twòp, machwè gonfle.

Men kèk nouvèl sou maladi COVID-19 la pou bò isit nan Eta-Zini

Ale nan paj 14

AVIS MATRIMONIAL

La soussignée, Trina Carmel WAGNAC, épouse de Jean Réginald LEGROS, déclare qu'à partir de cette date, 5 novembre 2019, je ne suis plus responsable des actes et actions de mon époux, Jean Réginald LEGROS, en attendant qu'une action en divorce soit intentée contre lui, suite à de graves menaces proférées à mon encontre.

Fait à Miami, Floride, E.U.A., ce 5 novembre 2019.

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

said, *"I ask you to weigh in your conscience the enormity of your act. Dr. Bitar is a general and a soldier in the fight against coronavirus!"* He further stated: *"The Police, Justice and all forces in the country, get yourselves working because the family, friends and the Haitian people are waiting for Dr. Bitar."*

That Friday evening, Marlon Bitar told *Le Nouvelliste: "We are relieved. He has been freed without any ransom paid. He wasn't brutalized."*

It's the whole country, which was shocked all of Friday, as the social networks kept alive the news, reporting at intervals: *"Dr. Bitar isn't released yet."* Some reports mentioned anger also in the shantytowns where the kidnappers usually take their victims while negotiating for their release. People openly shouted: "***Not Dr. Bitar! That can't be!***"

Obviously, the kidnappers felt threatened. Sensing the mood of citizens of all categories, there was no way they could attempt any negotiation for Dr. Bitar's release. Instead, they were in a hurry to release him. However, they waited until nightfall to carry out their mission, not to be recognized by anyone.

Nonetheless, some indiscreet eyes saw the vehicle that was used to spirit the doctor away. In fact, it's said that someone wrote down the numbers on the plate. In other words, the authorities probably know who the bandits are. Definitely, this case can't just be pushed under the rug, as has been done with so many others, including that of a senator recently arrested by the Police in his service vehicle, without plate, which the Police had traced to nine kidnappings over a two-week period.

This ***"pleasantry must stop,"*** as the president of the Haitian Medical Association said. The cuddling of kidnappers by higher-ups is ***"unacceptable."*** We can't help remembering what former Police chief Jean Michael Gédéon had said at the funeral of two police officers gunned down by bandits: *"How would they have sophisticated weapons and ammunition, if they didn't have accomplices? When we arrest them, well-costumed individuals come to the precinct to claim their weapons and eventually obtain their release."* By the way, President Moïse, via his close associates, with Ardouin Zéphirin in the lead, reportedly worked with some bandits to undermine the effectiveness of Chief Gédéon, who couldn't be ousted before his term ended in September of last year.

As President Moïse said in the case of Dr. Bitar: "*The Police, Justice and all the forces in the country*" should be working actively, because the families, friends, indeed, the Haitian people in general, are suffering too much as their loved ones are being kidnapped for ransom, even slaughtered at times. This "***pleasantry***" can't continue.

An $18-million scandal under cover of ordering anti-COVID-19 equipment

Though Haiti Ministry of Health said that, as of last weekend, Haiti had only 15 confirmed cases of COVID-19, some sharpies are already grabbing millions for themselves through illegal contracts for equipment and material to combat the scourge.

Such is a denunciation by "Jacques Duval, MD," which appeared in WhatsApp, early Monday, March 30, in which he gives some details that appeared in the daily *Le Nouvelliste,* on Saturday, March 28, about $18 million of material ordered from China which he dubs **"A case of corruption."** (The actual amount, as published in *Le Nouvelliste,* which obtained it from a document from the Prime Minister's office, is $18,669,500.00.)

Whereas, *Le Nouvelliste* listed the information released by Prime Minister Joseph Jouthe, it didn't explain the mechanism used to place the order with the Chinese firm Bowang COLTD/China Xu Xiao. As reported, here's what is covered in the order: 2.5 million medical gloves, 300,000 sterilized blouses, 10 automatic biochemical analyzers, 100 ventilators and accessories, 1,500 hospital beds, 500 infusion pumps, 200,000 KN95 surgical disposable masks and 250,000 individual protective equipment.

The government could have placed the order directly, says Dr. Duval, but it used the services of PREBLE-RISH HAITI S.A., whose proprietors are Gesner Charlemagne and Kiko St. Rémy, said to be "very close to Michel Martelly." For sure, Kiko St. Rémy is the brother of Sophia St. Rémy Martelly, the wife of the former president.

According to Dr. Duval, Michel Martelly had called President Jovenel Moïse earlier in the week to complain bitterly about his Prime Minister, Mr. Jouthe, who apparently had opposed giving the contract to Preble-Rish. Supposedly, he had consulted President Moïse's first Prime Minister, Jack Guy Lafontant, on the matter, and the latter advised that Preble-Rish had no expertise to undertake such a task. President Moïse, Dr. Duval said, had reprimanded the Prime Minister and told him not to make life difficult for him with Michel Martelly. Thus, Preble-Rish went on with the deal and placed the order with the Chinese firm.

Quoting a member of the "Scientific committee" working for the government, who spoke under cover of anonymity, Dr. Duval said Preble-Rish stands to gain $5 million in commissions from the contract. He added that the whole thing is some sort of shenanigan, similar to what happened recently in purchasing some armored vehicles for the government. In that deal, the bill to the State was 40% more than the actual cost of the vehicles. He noted that the Ministry of Justice could have placed the order for the vehicles, but the Chief of State had turned to his right-hand aide, Ardouin Zéphirin, for that contract. Reportedly, some of the vehicles failed in action against the bandits at *Village de Dieu* in Port-au-Prince, who managed to shoot at their tires, which were deflated, and some glasses shattered.

Lamenting about the outright theft of public funds, Dr. Duval asserted that "in the Dominican Republic, the State makes available $500 million and the private sector contributes 263 million pesos, [the local currency]," for equipment and material to fight COVID-19. Besides that, China, which has diplomatic relations with the Dominican Republic, "provides additional aid," he wrote. "Yet, all of that isn't sufficient" to do the job. "In Haiti, however, we have only $50 million at our disposal, and this is how the racketeers of the PHTK carry out their embezzlement." Indeed, "those legal bandits are inhumane," he concluded.

All are awaiting a rebuttal from the government of Dr. Duval's accusation. However, if the State auditing organization "*La Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif*" (CSC/CA), constitutionally mandated to approve such contracts, was bypassed in this case, one can't really expect any explanation from a president ruling by decree, considering himself above the law. At least the International Monetary Fund, which said it would consider a request from the Haitian government for emergency funding, should demand some explanation before showering millions on the Haitian government.

***On March 27, Ms. Kristalina Georgieva, Managing Director of the International Monetary Fund (IMF,) issued the following statement:**

"Like many countries, Haiti's serious economic challenges have potential to be significantly compounded by the devastating effects of COVID-19. The government is seeking to help protect the people of Haiti from the impact of this rapidly evolving global pandemic and to prevent the further spread of the virus. In the context of adverse global developments, Haiti is facing financing constraints which complicate the provision of the most basic healthcare measures and will require the support of international stakeholders.

"In light of the urgent need to step up action to protect the Haitian people and the economy, the authorities have requested our financial support through the Fund's Rapid Credit Facility. The approval of the emergency financial tool would provide financing in support of policies that would direct funds swiftly to Haiti's most affected sectors, including the healthcare system, to bolster the initial response to COVID-19.Our IMF staff team is working expeditiously to respond to this request so that a proposal can be considered by the Fund's Executive Board in the coming weeks.

"Our objective is to provide rapid support to help Haiti address the effects of a mounting health crisis and support spending on health and social benefits to limit the human costs of COVID-19."

Meanwhile, in its March 28 issue, *Le Nouvelliste* reported that "the government announced this week that it will obtain $50 million from the BID [Inter-American Development Bank] to face up to COVID-19." Also, on Saturday, USAID announced aid of $2.2 million for Haiti.

As far as the IMF is concerned, it's worth reminding that in March 2019, after a 10-day mission, a staff mission of the international financial organization had agreed, on March 8, to a loan of $229 million with Prime Minister Heny Céant's administration, contingent on IMF Board approval. The week after, Mr. Céant was sacked in a vote by the Lower House of Parliament which did the bidding of President Moïse. Since then, IMF hasn't acted on that loan.

RAJ, April 1st, 2020

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi –Samedi: 11 AM–7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection
Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

◇ MÉDECINE CHIRURGIE ◇
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Frantz
Photo & Video Studio
Over 25 Years of servicing the community!
Satisfaction Guaranteed
PHONE: 718.953.4990/ 917.513.2118
843 FRANKLIN AVE. (BET. UNION & PRESIDENT)
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 8

L'ÉTAT D'URGENCE ENTRAÎNÉ PAR COVID-19 EN HAÏTI

La dépossession du peuple haïtien par Jovenel Moïse s'intensifie

La corruption et le détournement de fonds publics : Pas de trêve à l'ère du COVID-19

Suite de la page 3

pitaux, 200 000 masques, 1,5 million de masques chirurgicaux jetables, 500 unités de pompes à fusion, 250 000 équipements de protection individuelle, 2,5 millions de gants médicaux, 300 000 blouses stérilisées, 10 analyseurs automatiques de biochimie et 100 respirateurs.

Un prêt de la BNC pour financer cette commande ?

L'implication de la société «PREBLE-RICH HAITI » dans cette transaction a tiré la sonnette d'alarme sur une nouvelle opération de corruption. C'est l'intervention nocive de Michel Martelly qui rend l'affaire toxique. Car, toujours à l'affut d'occasions pour détrousser l'Etat, l'ex-président PHTKiste a mobilisé son armée de bandits.

En effet, l'annonce faite selon laquelle la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire internationale (FMI) allaient octroyer un don de plus de USD 50 millions $ pour aider Haïti à se procurer les équipements et fournitures nécessaires à défendre le peuple contre le fléau du Coronavirus, dans le cadre de l''état d'urgence sanitaire, a mis la puce à l'oreille de Sweet Mickey. Ce dernier a lancé ses deux beaux-frères sur la piste de ces millions.

Avant même que les fonds promis soient décaissés en faveur d'Haïti, ce dernier a proposé l'achat d'équipements et autres matériels sanitaires de cette firme chinoise, moyennant un « *prêt* » de la BNC, qui « *sera remboursé* », selon lui, dès que les institutions de la haute finance internationale auront tenu leur promesse. Mais il semble que Martelly se soit heurté à la résistance du conseil d'administration de la BNC. Une source confidentielle a révélé que, estimant les beaux-frères de l'ex-président en déficit d'expérience dans ce domaine, les dirigeants de cette institution bancaire se sont farouchement opposés à l'idée de financer cette opération. Sentant déjà les USD 7,2 millions (40 % de 18 millions $) danser dans sa tête et dans celle de ses beaux-frères, Michel Martelly a décidé de tourner la vis sur Jovenel Moïse, augmentant considérablement la pression. De leur côté, les partenaires de Sweet Mickey, surtout Kiko Saint-Rémy, proféraient des menaces de mort contre quiconque s'oppose au décaissement des fonds en question. Les différentes personnes concernées dans cette transaction savent que Kiko Saint-Rémy ne plaisante pas avec ses menaces de mort, Jovenel Moïse en sait long. Surtout aussi Saint-Rémy a la réputation d'avoir été à l'origine de la disparition du trafiquant de drogue de Port-Salut, Evinx Daniel, porté manquant depuis janvier 2016 après qu'il eut été vu pour la dernière fois avec Saint-Rémy et Jovenel Moïse, dans la région de Marre Rouge.

On prétend que le Premier ministre de facto, Joseph Jouthe, également hostile à l'octroi des fonds à l'équipe de Martelly, pour les mêmes raisons, s'est retrouvé, lui aussi, dans le point de mire de Saint-Rémy et de Champagne.

Il semble que, suite à la rude intervention de Sweet Mickey auprès du président de la République, ce dernier ait ramené à l'ordre les décideurs de la BNC. Toutefois, cette transaction étant menée dans l'opacité totale, personne ne peut dire exactement comment elle évolue. Mais tout porte à croire que cette affaire, que Martelly et ses hommes menaient en catimini, a été ébruité suite au désaccord qui est intervenu entre Jouthe et son patron autour du décaissement des USD 18 millions $.

Mais d'aucuns prétendent que le financement de cette commande, à laquelle sont liés Michel Martelly et ses beaux-frères, pourrait bien tourner court. Préférant opérer dans l'obscurité, le chanteur du compas et son équipe pourraient être forcés de lâcher prise, suite au désaccord qui s'est développé entre le Premier ministre de facto Joseph Jouthe et Jovenel Moïse. Surtout que certains observateurs pensent que, suite à ce que nombre de gens voient comme un esclandre inopiné, tout n'a pas encore été tiré au clair entre les deux plus hautes autorités de l'Exécutif.

Mais Martelly et son équipe ont-ils vraiment placé une commande en Chine ?

Nonobstant les rumeurs circulant autour de cette commande attribuée à Michel Martelly et à ses beaux-frères, d'autres rumeurs largement accréditées dans les milieux politiques, à la capitale haïtienne, laissent croire qu'il n'y pas eu vraiment de commande placée en Chine. Selon elles, la démarche dénoncée entre dans le cadre d'une stratégie lancée par Sweet Mickey avec Kiko Saint-Rémy et Gesner Saint-Rémy, dans le but de détourner la somme évoquée qui a été sollicitée auprès de la BNC.

Des sources proches de la présidence ont indiqué que, au moment où l'on parle de cette commande d'équipements et de matériels en Chine, le Palais national et la primature se trouvent en négociations avec une organisation de bienfaisance multimillionnaire chinoise. Il s'agit de sensibiliser les responsables de cette Organisation non gouvernementale (ONG) à la situation d'Haïti, pays totalement impuissant, démuni et quasiment sans recours face à la pandémie du COVID-19. Jovenel Moïse et Joseph Jouthe font la cour à cette fondation chinoise, afin de l'inciter à faire don au peuple haïtien des équipements que le gouvernement PHTKiste cherche à acquérir par le truchement de Saint-Rémy et de Champagne.

Les fonds de la Banque mondial et le FMI toujours attendus

Jovenel Moïse et ses alliés du PHTK attendent avec impatience que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international décaissent l'aide qu'ils ont promise, surtout que le gouvernement haïtien exerce des pressions en douce pour les porter à agir sans délai. C'est la raison pour laquelle les dirigeants haïtiens, après avoir affiché leur nonchalance à l'égard de la pandémie, fait montre d'un empressement inespéré, cherchant à placer des commandes de matériels sanitaires avant même d'obtenir le financement nécessaire pour garantir leur arrivée en Haïti.

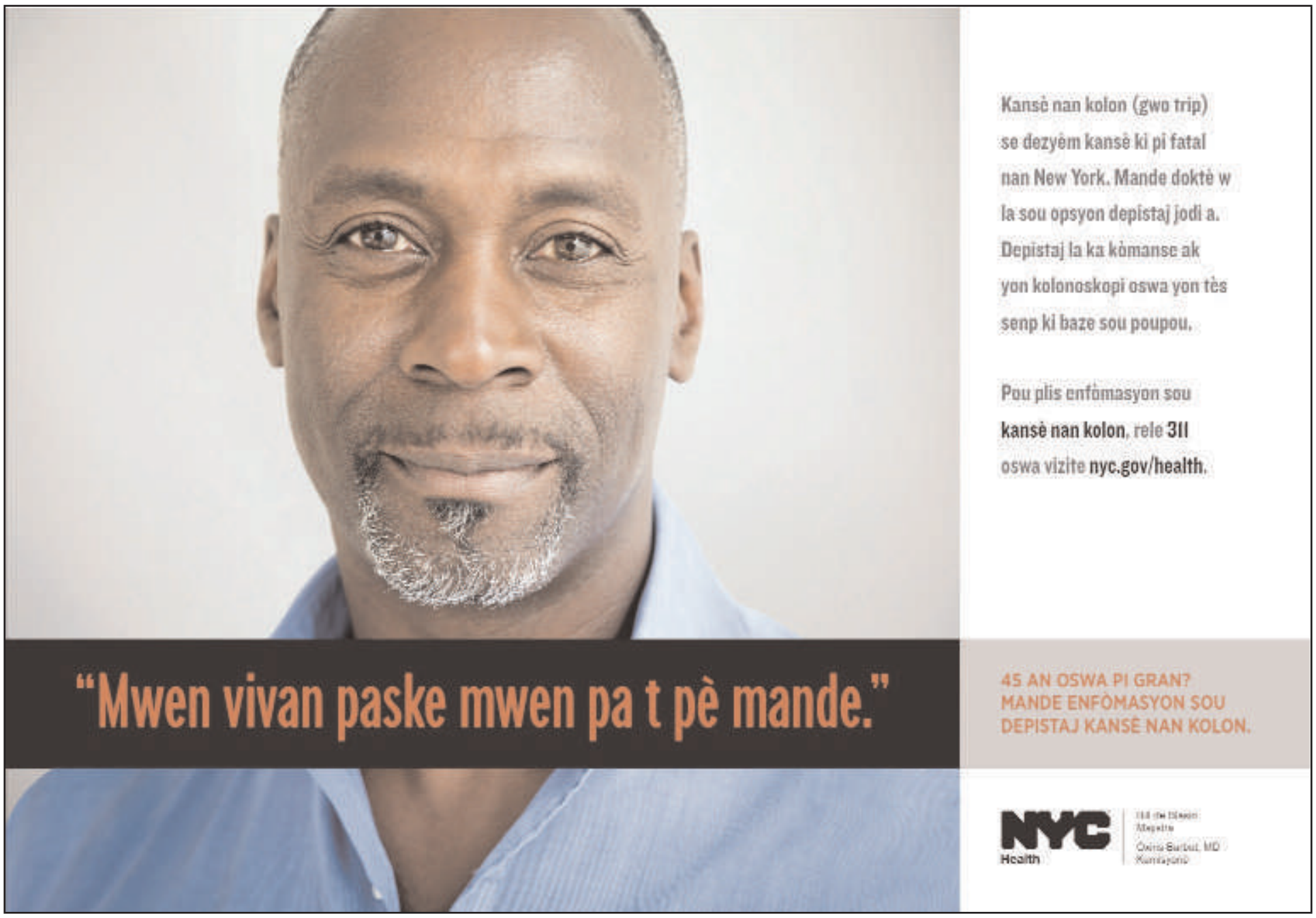
Mais, dans certains milieux financiers, à Washington, des observateurs ont fait savoir que les deux institutions financières signalées n'ont aucune intention de remettre les fonds promis aux autorités haïtiennes.

En effet, explique-t-on, dans ces mêmes milieux, les institutions de la haute finance internationale n'ignorent pas que la corruption et le vol des deniers publics sont monnaie courante en Haïti et que les dirigeants font leur carrière en détournant les fonds dont ils ont la responsabilité de gérer. C'est pourquoi, l'aide promise sera de préférence confiée à des « Organisations non gouvernementales » (ONG) qui feront une meilleure gestion des ressources mises à leur disposition pour financer des projets spécifiques.

Dans le monde des diplomates, à la capitale haïtienne, l'arrivée de COVID-19 en Haïti est perçue comme une malédiction, dans la mesure où l'impossibilité pour les autorités du pays d'avoir accès au financement dont elles ont besoin, à ce moment précis où il fait cruellement besoin, la situation devrait leur donner à réfléchir par rapport à leur inconséquence.

En tout cas, incapable de tourner le dos au peuple haïtien, à ce moment désespéré, les donneurs d'aide traditionnels pensent aussi qu'on peut mieux le servir et aider les Haïtiens en lui canalisant l'aide dans le cadre d'un protocole susceptible de garantir son aboutissement aux couches nécessiteuses, celles qui en ont le plus grand besoin.

L.J.



Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 9

Genyen tan toujou pou nou pran sa ki konsène nou an men.

Rensansman se yon inisyativ pou konte chak moun ki rete Ozetazini. Kominote nou bezwen chak grenn moun konte pou afekte plizyè milya dola gouvènman an ka bay pou lekòl, klinik, plas piblik, ak yon pil ak yon paskèt lòt resous ak sèvis nan kominote nou. Pa enkyete w, patisipasyon nan rosansman an pe yon dantjo. Tout enfòmasyon pèsonèl ap rete prive e an sekirite. **Ou ka reponn sou entènèt, sou telefòn, oswa kourye.**

Patisipe nan rosansman an sou:

2020CENSUS.GOV/ht

Se Lwa Rosenman Lebrin ki peye pou piblisite sa a

Prepare
Avni W
KÒMANSE ISIT LA >

United States® Census 2020

Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 10

ÉDITORIAL

Jovenel Moïse au pouvoir, la corruption fait la loi, même sous l'empire du COVID-19

L'expression « *Zo bouke chen* » (formule créole qui signifie « *incorrigible* ») sied bien à Jovenel Moïse et à l'équipe PHTK qui dirige le pays avec lui. S'étant signalé par ses pratiques de la corruption et des détournements de fond publics, depuis sa prestation de serment, le 7 février 2017, le chef d'État haïtien, qui a prêté serment alors qu'il se trouvait — on ne saurait arrêter de le répéter —, sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'agent, n'a pas eu honte de continuer ces crimes odieux au moment où le COVID-19 décime les peuples dans tous les pays. Il semble que cette peste d'un genre nouveau, qui terrorise l'humanité, n'ébranle pas le moindrement les hommes et femmes du pouvoir, en Haïti, donnant libre cours à leur instinct prédateur par rapport aux ressources de l'État, continuant ainsi à appauvrir sans relâche le peuple haïtien.

En effet, depuis l'entrée de M. Moïse au Palais national, loin de justifier le bon jugement des quelque 500 mille citoyens, sur un total d'environ 5 838 838 en âge de voter, qui l'avaient élu, il a préféré démontrer ses compétences dans la corruption et les détournements des fonds de l'État. Aussi, dès que son gouvernement s'est bien stabilisé, n'a-t-il cessé de multiplier de tels actes. Si bien que, pratiquement, d'une semaine à l'autre, l'actualité politique était ponctuée d'opérations illicites. Grâce au président de la Commission Sécurité et anti-corruption du Sénat de la République, le sénateur Youry Latortue, la plupart de ces sordides affaires ont été exposées au grand jour. Il se passait rarement une semaine sans que la conscience nationale ne soit révoltée par de telles dénonciations.

Certes, si les faits de corruption et de détournements de fonds publics n'ont pas été imputés directement aux quatre gouvernements formés par Jovenel Moïse, aucun n'a échappé aux critiques qu'ils ont déclenchées, ou aux éclaboussures aux conséquences politiquement néfastes qu'ils ont entraînées. De la présidence aux directions générales, en passant par les parlementaires proches de l'Exécutif, les scandales se sont suivis, donnant lieu à un concert de critiques et de dénonciations dirigées contre M. Moïse presque en permanence. Un des plus gros scandales qui a éclaté autour de la présidence de Moïse concerne l'affaire *Dermalog,* qui a fait la une dans la presse nationale et internationale. Il s'agit du contrat de fabrication de la carte NIF (Numéro d'identification fiscale) qui sert de document habilitant les citoyens à participer aux élections. Le crime dénoncé dans cette opération porte sur l'octroi de cet accord à cette compagnie allemande, grâce à l'intervention, sans aucune qualité, de la première dame Martine Joseph Moïse contournant les exigences de la loi selon laquelle un tel contrat ne saurait être ratifié sans l'aval de la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSC/CA). Pourtant, Mme Moïse a opté pour passer outre au prescrit légal et constitutionnel et signé le contrat.

Un autre méga scandale qui s'est déclaré sous Jovenel Moïse est celui relatif à l'ordre donné au gouverneur de la Banque, Jean Baden Dubois, pour qu'il octroie un « *prêt* » de USD 100 millions à une compagnie qu'il possède, « *Société de financement agricole et industriel S.A.* » SOFIDAI) domiciliée à la même adresse qu'Agritrans, une entreprise distincte que M. Moïse avait avant d'accéder à la présidence. Il s'agit d'un autre scandale qu'a causé la présidence, car cette nouvelle opération a violé toutes les normes établies par la Loi. Si bien que le président du Sénat d'alors, Carl Murat Cantave, s'est vu solliciter son intervention par le président de la Commission Éthique et anti-corruption du Sénat en vue de demander des précisions au gouverneur de la Banque centrale.

En effet, de concert avec le gouverneur de la Banque centrale, récemment reconduit à cette haute fonction, le chef d'État haïtien n'a pas fait marche arrière quant au «*prêt*» de USD 100 millions $ à la SOFIDAI. La magouille orchestrée pour mener cette opération, dans l'opacité totale, met en évidence toute une série de crimes perpétrés par Jovenel Moïse. Voilà pourquoi, dans la lettre adressée au président du Sénat, M. Latortue lui demanda de solliciter des précisions au gouverneur de la Banque de la République d'Haïti, Jean Baden Dubois, (...) «*afin d'éclaircir de graves questions soulevées par cette transaction* ».

D'autres scandales impliquant le président Moïse ou la première dame, des ministres, des secrétaires d'État ou des députés et sénateurs proches du chef de l'État ont secoué les administrations de ce dernier. Citons, à titre d'exemples, ceux provoqués par l'achat de kits scolaires, sanitaires ou encore de bons alimentaires et les différents programmes sociaux de la première famille dénoncés pour surfacturation au détriment de l'État. De telle sorte celles de Jovenel Moïse en tête de liste, ont eu pour principales raisons l'occasion d'enrichissement illicite que se donne le pouvoir.

Il s'est révélé, à l'enquête, que tous les contrats passés entre le pouvoir PHTKiste et des compagnies privées, nationales ou étrangères, ont entraîné la collecte de juteuses commissions pour les dirigeants, s'élevant souvent à 40 % supplémentaire par rapport à la facture régulière. On en veut pour preuve l'achat, récemment (au mois de février), de 15 tous-terrains « *blindés* » pour lesquels la facture soumise à la Police était encore 40 % de plus du coût de ces engins.

Ensemble avec Jovenel Moïse au pouvoir, les sénateurs et les députés proches de la présidence ainsi que ses alliés politiques ont transformé l'État en vache à lait, profitant de tous les moyens pour grossir leurs comptes en banque. Quand ces parlementaires ne détournaient pas les recettes de la Douane en y faisant passer hors taxes les marchandises de leurs associés, les dirigeants dans les deux Chambres rognent sur le budget de cette institution pour trouver de quoi verser aux hommes d'affaires qui ont financé leurs campagnes électorales. Autrement dit, le président Moïse s'unit aux parlementaires dévoyés pour appauvrir la nation.

Avec la pandémie du coronavirus se déferlant sur la terre avec son caractère apocalyptique annonciateur du glas de tout le monde, il y a tout lieu de croire que la fin du pillage du peuple haïtien avait enfin sonné et que l'heure du repentir aurait sonné pour Jovenel Moïse et ses alliés. Mais rien ne saurait être plus loin de la réalité. Car, c'est alors qu'ils estiment le moment opportun d'intensifier leurs activités criminelles. En tout cas, c'est la conclusion qu'il faut tirer du tout dernier scandale provoqué par le président haïtien et ses alliés du PHTK.

Jovenel Moïse et ses associés liés à Michel Martelly ont ourdi un complot pour s'enrichir avec les fonds rendus disponibles pour prendre en charge les personnes infectées du maudit virus. Sur un achat d'équipements et de fourniture médicaux et sanitaires prétendument importés de Chine, dont le coût se chiffre à USD 18 millions $, ils font jouer leur carte traditionnelle de la surfacturation. Les dénonciations, qui fusent de toutes parts, font état encore d'une commission de 40 % pour une compagnie dirigée par deux beaux-frères de l'ex-président Michel Martelly. Cet état de fait révolte la conscience de personnes évoluant dans l'orbite même de Jovenel Moïse, au point de le dénoncer avec véhémence, traitant ce dernier et ses alliés de « *criminels endurcis* », se trouvant dans un état lamentable et abjecte, au point de ne plus ressembler à des êtres humains. Ils se sont révélés sous leur vrai jour!

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Sème étage
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haiti Cité Concorde
12213 Joseph Cassavant
Montreal H1M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valsaint
13 K Avenue Faidherbe, 81 Rt Apt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tel. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $75.00 US, pour six (6) mois
☐ $140.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 11

EDITORIAL

With Jovenel Moïse in power, Corruption is the Law, even under KOVID-19

The Creole expression *"Zo bouke chen,"* meaning "incorrigible," suits Jovenel Moïse and the PHTK team that runs the country with him. The Haitian Head of State, sworn in February 7, 2017, while under indictment for money laundering, has felt no shame to continue in perpetrating heinous crimes at a time when COVID-19 is decimating people all over the world. In the high spheres of government, embezzlement and corruption continue to reign. It seems that the new plague, terrorizing humanity, doesn't in the least shake the men and women in power in Haiti. They're giving free rein to their predatory instincts regarding the resources of the State, continuing thereby the relentless impoverishment of the Haitian people.

Indeed, since Mr. Moïse entered the National Palace, far from justifying the good judgment of the 500,000 or so citizens who elected him, out of 5,838,838 of people of voting age at the time, preferably he has demonstrated his skills in the spheres of corruption and misappropriation of State funds. From the outset, he began to grab all he could. So much so, that, practically from one week to the next, his illicit operations dominated political discourse. Thanks to the chair of the Senate's Security and Anti-Corruption Committee, Senator Youry Latortue, most of those sordid affairs were brought to light. Rarely a week went by without the national conscience being outraged by such denunciations.

Although the acts of corruption and embezzlement of public funds were not directly attributed to all four governments formed under Jovenel Moïse's watch, none escaped the criticisms triggered by the scandals. Almost all were splashed one way or the other with the politically harmful consequences of their actions. From the president to the directors general and parliamentarians close to the executive, scandals followed regularly, giving rise to a constant concert of criticisms and denunciations directed against President Moïse. One of the major scandals to have erupted around Moïse's presidency concerned the *Dermalog affair*, which made headlines in the national as well as in the international press. It concerns the contract to manufacture the NIF (Tax Identification cards akin to Social Security cards in the U.S.) These serve as a document used by the citizens to participate in elections.

The government was denounced for surreptitiously granting that German company the contract to change existing NIFs. Mind you, First Lady Martine Joseph Moïse, with no Constitutional prerogative, was the one who signed the deal, circumventing all legal requirements. Empowered by her husband, she snubbed the Superior Court of Auditors and Administrative Litigation (CSC/CA) which must approve such contracts. Meanwhile, she was paid a hefty fee under the table.

Another mega scandal which broke out under Jovenel Moïse's watch is that related to the order given to the governor of the Central Bank, Jean Baden Dubois, to grant a "loan" of $100 million to a company owned by the president. That company, "Agricultural and Industrial Financing Company, S.A" (French acronym SOFIDAI) was located at the same address as Agritrans, another company that Moïse had before being president and which was involved, according to the CSC/CA, in an "embezzling scheme" to get money from the Petro-Caribe Fund. That action by the president violated all norms established by Law. As a result, the then Speaker of the Senate, Carl Murat Cantave, was asked to intervene by the chair of the Senate Ethics and Anti-Corruption Committee, Senator Latortue, who demanded some clarifications from the governor of the Central Bank. President Moïse and the Bank's Mr. Dubois didn't back down.

Probably as a recompense, Mr. Dubois recently was reappointed to his high office by the president. The shenanigans orchestrated to carry out this operation, with no transparency, highlights a whole series of financial crimes perpetrated by Jovenel Moïse. In fact, that's why the senatorial investigation was demanded. But, in this regime, impunity is the twin sister of corruption.

Other scandals involving President Moïse or the First Lady, ministers, secretaries of state or Deputies and Senators close to the Head of State have shaken the latter's administrations. Examples include those that had to do with the purchase of school and health kits, food vouchers as well as with various social programs undertaken by the First Family, which have been denounced for overbilling in detriment of public coffers. In analyzing the transactions entered into under the PHTK regimes, with Moïse's topping the list, one realizes that their main reasons to be in office is illicit enrichment.

Investigations have revealed that all contracts between the PHTK regime and private companies, both domestic and foreign, resulted in collection of fat commissions for the leaders, amounting to 40% on top of what the original bill should have been. As evidence, take the recent purchase, just in February, of 15 "armored" four-wheel vehicles, for which the invoice submitted to the Police was 40% above the total cost.

With Jovenel Moïse in power, the Senators and Deputies close to the presidency, as well as his political allies, have turned the State into a source of income, taking advantage of all means to swell their bank accounts. For example, the parliamentarians have diverted revenue from Customs by arranging for the goods of their business associates to go through duty-free. Parliament bigwigs in both Chambers carry out their shenanigans at Customs, denying resources to the national budget in deals to pay the business folks who financed their electoral campaigns. In other words, President Moïse has joined forces with rogue parliamentarians to impoverish the nation.

With the coronavirus pandemic sweeping the earth with its apocalyptic character, paying no attention to social ranking when causing death, one would have believed that the plunder of the Haitian people had finally come to an end. The official thieves would rush to repent, Jovenel Moïse and his allies first. Think again! Instead they feel that COVID-19 is like *carte blanche* to intensify their criminal activities. In any case, this is the conclusion that must be drawn from the latest scandal provoked by the Haitian president and his PHTK allies.

Mr. Moïse and his associates linked to Michel Martelly have hatched a conspiracy to enrich themselves with the funds made available to take care of those who probably will be infected with the deadly virus. Consider what they have done as $18 million was disbursed to purchase medical and health equipment as well as other supplies from China. They're playing their traditional overbilling game by using a company of two brothers-in-law of former President Michel Martelly. Based on denunciations from some quarters, a 40% commission is being paid to that company. It's so bad that some people in Moïse's surrounding have vehemently denounced what they've seen, even calling him and those of his ilk "hardened criminals," devoid of human feelings. Indeed, they have revealed themselves in their true light!

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 12

Manu Dibango est mort, un baobab est tombé

Suite de la page 4

comme un criminel, Toussaint Louverture, le génie de Bréda, comme un « *fatra baton* ». En vue de faire la politique du « *un douce ... un chaud* », de nos héros, deux seuls avaient un peu de grâce à leurs yeux: Alexandre Pétion et Charles Belair. Avec ce dernier, qu'ils appelaient le « bel officier noir », le tour était bien joué, car ils ont rendu Dessalines responsable de la mort de ce brave militaire et de son héroïne de femme, Sanite Belair.

Enfants, dans les années 1970, c'est dans ce contexte que notre esprit a été formé dans la plupart de nos écoles. Et cela a été le cas pour presque tous les écoliers éparpillés sur le territoire national! Parfois, certains d'entre nous, confus, pleuraient même sur la cour de récréation. D'autres, réactionnaires en herbe, en riaient. La confusion était due au fait qu'à la maison, nos parents, surtout nos grands-parents, nous faisaient voir en Dessalines un demi-dieu et voilà que le « Cher Frère » nous apprenait qu'il était en train de « *brûler en enfer* ».

Mais, il y a un Dieu pour les innocents. Au fur et à mesure, nous allions trouver d'autres maîtres qui, dans un accent plus sincère, feront germer dans nos cœurs des aspirations plus nobles et plus grandioses. En effet, d'abord, nous avaient beaucoup impressionné les éditoriaux de Béchir Ben Yamed dans la revue Jeune Afrique, les articles que le docteur René Piquion publiait dans Le Nouvelliste ou dans Le Nouveau Monde sur Aimé Césaire, sur Gontran Damas, sur Léopold Sédar Senghor et sur d'autres champions des valeurs nègres. Ceux-ci allaient, en effet, nous présenter l'Afrique pour ce qu'elle était et restera toujours: le berceau de l'humanité!

Mais à côté de ces sources potables, un bonheur n'arrivant jamais seul, d'autres, dont deux en particulier, allaient compléter l'immense tâche de nous apprendre à aimer encore davantage l'Afrique. Il s'agissait, d'une part, de celles que constituaient les exposés de cours de professeurs progressistes (Pradel Pompilus, Gérard Mentor Laurent, Rémy Zamor, Edner Saint Victor, Raymond Philoctète, Anthony Virginie Saint Pierre, Idalbert Pierre-Jean, Wilhem Roméus, etc.) D'autre part, certaines émissions très éducatives que diffusaient certaines stations de radio, par le canal de présentateurs bien éduqués. De temps en temps, timidement, celles-ci proposaient à leurs auditeurs des morceaux musicaux et poétiques d'artistes africains qui nous avaient procuré le plus doux enchantement.

C'est justement dans ce contexte que nous est parvenue en Haïti l'œuvre de Manu Dibango. Au fur et à mesure, ses autres pièces allaient faire naître en nous la fierté d'être nous-mêmes, c'est-à-dire des fils et des filles d'Afrique! Donc, lentement, mais sûrement, sa musique nous avait permis de nous rendre finalement compte que les Gaulois n'étaient pas « *nos ancêtres* ». C'est simple. Je laisse parler mon poète préféré, mon idole Carl Brouard : « *Tambour, quand tu résonnes, mon âme hurle vers l'Afrique*…». (Carl Brouard, Nostalgie)

Nous allions maintenant apprécier ce qui était à nous, à côté des grands artistes étrangers.

Certainement, par exemple, nous avions continué à aimer les artistes français et à chanter les airs en vogue de Charles Aznavour, de Mireille Mathieu, de Jean Férat, de Dalida, de Mike Brant, de Jacques Brel, de Nana Mouskouri, etc. Cependant, en plus, nous avions pris plaisir à entonner « *Gentleman G.G* », " Toi qui viens de naître" de G.G. Vikey. « *Te revoir* » nous allait faire apprécier Elvis Kemayo un peu plus tard.

Nous avions alors poussé également un ouf de soulagement en ce qui a trait à la poésie et même aux sciences sociales et politiques. Désormais, des pièces telles que " Je vous remercie Dieu de m'avoir créé Noir " de Bernard Dadié, « *Prière d'un petit enfant nègre* » de Guy Tirolien allaient remplacer — du moins coexister avec —— La carpe et les carpillons, Le papillon et l'abeille, Oceano Nox, etc. Dans les mains de ceux et de celles des classes terminales ou des jeunes étudiants, à côté des œuvres d'André Fontaine ou de *Pierre Bourdieu, on voyait aussi « Cahier d'un retour au pays natal » ou le « Discours sur le colonialisme* » d'Aimé Césaire ou « *Peau noire, masques blancs* » de Frantz Fanon.

Manu Dibango, tout comme Bernard Dadié, Léopold Sédar Senghor, Léon Gontran Damas, Aimé Césaire, parlant tous comme l'Oncle, nous avait donc, dans une large mesure, permis de nous réconcilier avec l'Afrique, que dis-je, avec nous-mêmes. C'est, je n'en ai le moindre doute, cette belle poignée d'artistes africains, nègres qui, peu après, allaient guider la plume de jeunes poètes nationaux tels que Carlo Désinor, Joseph Camy Dépas, William Pierre, Manno Charlemagne, Ronald Jean-Baptiste et d'autres encore.

Maintenant, à côté de Guy Durosier, du Jazz des Jeunes, de G.G. Vickey, j'avais en Manu Dibango une nouvelle source musicale qui conduisait mon âme vers l'Afrique. C'était comme une sorte de révolte. C'était une nouvelle réalité. On dirait que de l'Artibonite l'on m'appelait pour venir visiter Solé. J'étais comme un « compère général soleil », un « gouverneur de la rosée ». Je me rebellais contre les enseignements des «Chers Frères » qui m'avaient appris la supériorité de leur culture à la mienne.

Grâce à la musique de Manu Dibango, selon le mot de l'immortel poète indigéniste Carl Brouard, d'une manière résolue et irréversible, « nos regards nostalgiques se dirigèrent vers l'Afrique douloureuse et maternelle ». Oui, grâce au Jazz des Jeunes, nous autres Haïtiens (bien sûr, il y a des exceptions) n'avions plus honte d'avoir «*remis en honneur l'assôtor et l'açon* » dans notre musique. C'était, d'ailleurs, l'une des recommandations que nous avait adressées le docteur Jean Price-Mars dans son chef-d'œuvre Ainsi parla l'Oncle afin d'éloigner pour de bon le « bovarysme collectif » de l'art haïtien.

Manu Dibango est mort! Quel drame!

Je n'oublierai jamais ce 10 août 1994 quand j'ai vu Manu Dibango pour la première fois face à face. C'était à SOB'S, à New York. Je ne pouvais pas en croire mes yeux. C'était comme si j'étais en présence de mon père Louis Saint Jean baladant sur le wharf des Gonaïves ou en celle de mon grand-oncle Lériva Placide (Tonton Va) sous une tonnelle à Fond-des-Nègres. J'ai senti bouillir dans mes veines mon sang pur de Nègre. Je dois aussi avouer que j'ai ressenti la même sensation une dizaine d'années plus tard en présence du grand pianiste cubain Bebo Valdés.

De son vrai nom Emmanuel N'Djoke Dibango, notre Papa Manu a vu le jour à Douala, au Cameroun, le 12 décembre 1933. Comme saxophoniste, compositeur et musicien, pendant plus de soixante ans, il s'est distingué à travers le monde comme l'un des plus grands artistes que l'univers ait connus. Manu a, selon moi, sa place dans la légende musicale comme les Bob Marley, les Charles Aznavour, les Celia Cruz, les John Lenon, les Nat King Cole, etc. Comme l'a si bien fait remarquer mon excellent ami Hérold Dasque: « *Manu Dibango et Miriam Makeba font partie de nos artistes qui ont ouvert la voie à l'Afro World Beat* ».

Je n'ai pu franchement retenir mes larmes après avoir appris la nouvelle de la mort de Manu. Notre irremplaçable Papy Groove est décédé des suites du Coronavirus. Ce qui est sûr, c'est que la couronne de l'immortalité négro-africaine ceindra toujours son beau front qui n'a d'égal que son merveilleux sourire, le sourire sincère du nègre africain.

Poursuis ton œuvre, ô Manu, en faisant fête au pays des anges comme tu l'as fait pour nous ici-bas pendant six décennies. Elargis, pour cela, ton Soul Makossa Gang. Tu feras appel à des artistes de ton sang — Guy Durosier, Antalcidas Murat, Raymond « *Ti Roro* » Baillergeau, Hughes Masekela, Fela Kuti, Cesaria Evora, Roland Pierre-Charles, Edith Lefel, Marius Cultier, Al Lirvat, Duke Ellington, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Louis Armstrong et d'autres merveilleux congénères. Ainsi, tu feras comprendre aux êtres célestes que le Nègre, l'Africain est né pour vivre... pour survive...Rien ne va l'ébranler.

Merci Manu! Merci pour ta si belle musique. Merci d'avoir représenté avec dignité l'Afrique et la race noire. Va te reposer, vieux frère. Pour terminer, permets que j'emprunte la verve généreuse du poète haïtien Jean-Baptiste Romain pour te dire, comme il avait dit aux fils de Ménélik:

« Tu dors là,
Sous l'œil dévorant des mercenaires
Et le sommeil inconsolé au walhala
Réédite leurs visions millénaires.
Tu dors là,
Dans l'attente des aubes claires.
Un jour, tu surgiras du Sahara
En la splendeur d'une [Afrique] de lumière. »

Adieu Manu! Tu vas me manquer cruellement!

L. C. S. J.
louiscarlsj@yahoo.com
24 mars 2020, 22 h 20

10 million masks for Haiti

The Scouts of Haiti are mobilizing more than a thousand independent tailors and sewing ateliers throughout the country, many using foot-powered treadle machines, to make masks as the country responds to coronavirus, or COVID-19. A consortium of NGOs and businesses have joined the Scouts under the banner of "**Koud Konbit**," which loosely translates as "Sewing Together." The goal is to make and distribute 10 Million Masks 4 Haiti.

Why masks? The fast growing **#masks4all** movement has analyzed the data for all countries that have had more than 1000 COVID119 cases currently, and they have observed that, along with washing hands and social distancing, wearing protective masks by everyone, even home-made ones, can help slow down the spread of the contagion.

The Scouts of Haiti were among the first to respond to the menace of the coronavirus when they took to the streets of Port-au-Prince, starting March 8, with portable sinks for people to wash their hands. Then they announced their **10 Million Masks 4 Haiti** challenge and joined with others interested in the same goal. Out of this was born **Koud Konbit,** which so far includes the Scouts of Haiti, Caribbean Craft, 2nd Story Goods, Smallholder Farmers Alliance and Impact Farming.

Sewing masks in Haiti.

This **#masks4all** movement started in the Czech Republic where almost all its 10 million inhabitants were equipped with masks within 3 days and the speed of the spread of coronavirus slowed significantly. Wearing masks is not done to protect the wearer, but to protect people against the droplets coming from the respiratory tract of an infected person.

All funds raised here will be used to have masks made by local tailors and sewing groups in Haiti. They will then be distributed free of charge by the Scouts of Haiti to targeted communities according to risk and vulnerability of the population. Masks will also be made available free of charge to four of the largest healthcare providers in Haiti: **Partners in Health, Hôpital Albert Schweitzer, Project Medishare** and the **Caris Foundation.**

Hugh Locke, April 1st, 2020

Donate by going to:
www.gofundme.com/manage/10-million-masks-4-haiti

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 13

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Géographie du COVID-19 sur le marché noir du masque

OU LA PETITE HISTOIRE DU VIRUS DE L'ANARCHISME D'ÉTAT

Par Dan Albertini

Entre (), évoquer la conception morale de Kant dans la période antécritique, l'histoire de mœurs va-t-elle aboutir en affaire de métaphysique en 2020 ? Fermons ().

Menace de coercition ou protection civile en matière de pandémie, ça ressemble au délire. *Nous nageons en eau trouble,* non pas de politique dans le sens d'instabilité, c'est plutôt l'affaire de Port-au-Prince. Au Canada/ Québec, c'est celui de négligence qu'on appellerait criminelle en matière de justice pénale, ou de poursuite collective dans le civil. Nous sommes réputés en temps de paix. Oui, puisque nous ne sommes pas en loi martiale malgré les déclarations farfelues de politiciens crétins bavards. La seule différence c'est que nous savons qui est l'ennemi déclaré malgré invisible. Le **COVID-19** a vu la déclaration de guerre mondiale, *3e si l'on veut plaire aux fantasmes de théoriciens de la préapocalypse*. En outre, le *collabo* n'est pas comme a l'époque franconazie ou ailleurs, ni de fascistes par Mussolini sur l'axe du nationalisme. Et, le héros de guerre ne partira pas du Québec ni du Canada pour aller franchir une ligne marginale ni pénétrer le harnais de mines posées par *l'ami dòdòf* (Hitler) sur la plage de Juno Beach. Non, personne ne voudra y aller et même sera en confinement s'il ose. En pénalité s'il défie. *Pour l'OMS c'est la 1re qui engage 200 pays et territoires.*

Considérons la position du Québec (XXXI macchabés+) par François Legault premier ministre qui semble vouloir se faire une image de *dialogueur-officié-sanitaire* en son titre. À Ottawa (CVIII macchabés+) même scène par Justin Trudeau. Le citoyen n'est pas desservi pour son vote pour son argent (*une élection fédérale de gouvernement minoritaire*), quelle différence puisque Legault est majoritaire en son large Qc, pour la même piètre performance, mais en fait pour celle de mettre à risque la population malgré la conférence du 24 janvier 2020. *Tout le monde le savait.* Chaque mort est inutile et doit représenter un coût quand la coercition est proposée en simple moyen de prévention, avec la suspension de la loterie comme incitatif de désobéissance dit-on, que j'ai traité dans COVID-10 Chapitre [CAN] 100 Protection au Québec, et dans COVID-19 Chapitre [HT] : la Crise Attendue.

Où sont nos soldats spécialisés en infirmerie, en services sanitaires en situation et zone de guerre ? Non, on se contente d'avoir à expliquer le confinement volontaire tandis qu'on devait être à l'isolation totale afin de prévenir le pire qui nous arrive. Chaque mort est un mort de trop. Un cadavre de trop à gérer pour le peuple inquiet. Pire, qui meurt. Même le scientifique et l'infirmière non protégée..., *etc*. Ceci par la faute de la politique, pour une affaire de masque au point où François Legault parle d'utilisation raisonnable quand pour dix sous on remettra un masque contaminé sur le conseil d'un grand ignorant ? L'on comprendra que nous ne vivions pas avec le cas de Jovenel Moïse ici au Québec (qui aurait pu manigancer les services sanitaires de l'armée en campagne politique contre l'opposition, comme il le fait avec la police qui arrête et expose le prévenu au risque de contamination sanctionnée par le décret).

Alors, puisque nous sommes en guerre contre le Coronavirus nous dit-on dans cette évasion de la conscience qui cause déjà la mort au Québec et au Canada, et la légion de morts aux É. U., je réitère, tandis qu'on savait depuis le début au point d'évader autrement le produit *bio* chinois sur les étagères pour y revenir de guerre lasse. Doit-on revenir à Kant dans **Fondements de la métaphysique des mœurs** / éditions Victor Delbos-Delagrave, pour mieux comprendre ?

Alors quand E Macron nous dit que « *ceux qui cherchent à faire des procès sont irresponsables* », veut-il dire que celui responsable par le salaire tiré pour le rôle, mais de négligence de complaisance, a permis par son incapacité par son insouciance, que des morts, *pas un mort*, des morts surviennent, est-il double irresponsable ?

Oui l'opposition est politique, mais le citoyen est le doyen de ses droits de ses appréciations qui ne peuvent dépendre d'une consigne politique de *morveux* qui de son temps en campagne jugeait de ce qui était irresponsable au gouvernement en fonction alors. Non, qui que ça soit, la notion, *j'aime le terme anglais, accountable*, doit garantir les droits, les privilèges et les devoirs. Personne ne l'avait envoyé en politique ni de se porter candidat. Président, c'est un privilège, mais non pas un droit acquis. La question est simple pour nous : peut-on s'offrir le luxe de la mort par tolérance politique, *de gestion politique* pour qui la rhétorique est une forme d'aval ?

La bêtise a-t-elle un sens dans son origine à Paris ? Match en son besoin de mémoire dans les archives nous sort **A Lockerbie**, le déluge de corps et de métal comme pour accuser une fois de plus Kadhafi en épargnant Sarkozy le voisin qui a péché, oublie brillamment de publier les atrocités françaises depuis l'esclavage des Noirs par la déshumanisation, oui il n'y était pas, mais la mémoire est un devoir et qui appartient à tous comme qui force tous. La force de l'anarchie du petit fascicule de James C. Scott, « *petit éloge de l'anarchie* » est-elle atteint comme virus la bactérie de l'oublie de Match, comme les politiques dites apolitique de Legault qui compte ses morts?

Imaginons un instant dans le réel à travers le monde, le cas de ces décès faisant des veufs/es et orphelins/orphelines, ou tout autre parent concerné par un héritage, par le legs, légalement. Combien de comptes bancaires ignore-t-on soit dans le pays domiciliaire soit dans un pays étranger, sont concernés et dont l'argent va demeurer secret dans les coffres d'oh, combien de banques. Ces banques qui probablement vont recevoir des fonds de revitalisation économique de l'État.

Anarchie d'État ?

Imaginons un instant que c'était la loi martiale donnant droit de guerre aux armées. L'autorité politique ne serait pas au front à donner des ordres ni à se mettre à risque ni à s'organiser en *selfie* politique malhabile. Je ne parle pas de la décision de faire ou de défaire à la place de militaires. Nous avons une urgence sanitaire grave avec le **COVID-19**, ce sont les politiciens qui gèrent et donnent des ordres de partout sans aucune formation adéquate ni appropriée pour rester sur les lignes rouges que dire de besoin d'accompagnement en déplacement inutile, privant à la loi l'instrument du spécialiste que réclame la gravité de l'urgence prolongée en soins intensifs. Voilà le portrait de l'anarchie politique qui envahit l'espace des soins et qui empêche les décisions vitales à temps, car c'est un irresponsable qui prend les décisions sanitaires à la place des autorités sanitaires. C'est peut-être en réalité pourquoi le Québec et le Canada n'ont pas voulu déployer l'armée répondant à une structure hiérarchique organisée pour la guerre, pour une question de *selfie* qui serait mal vue avec elle.

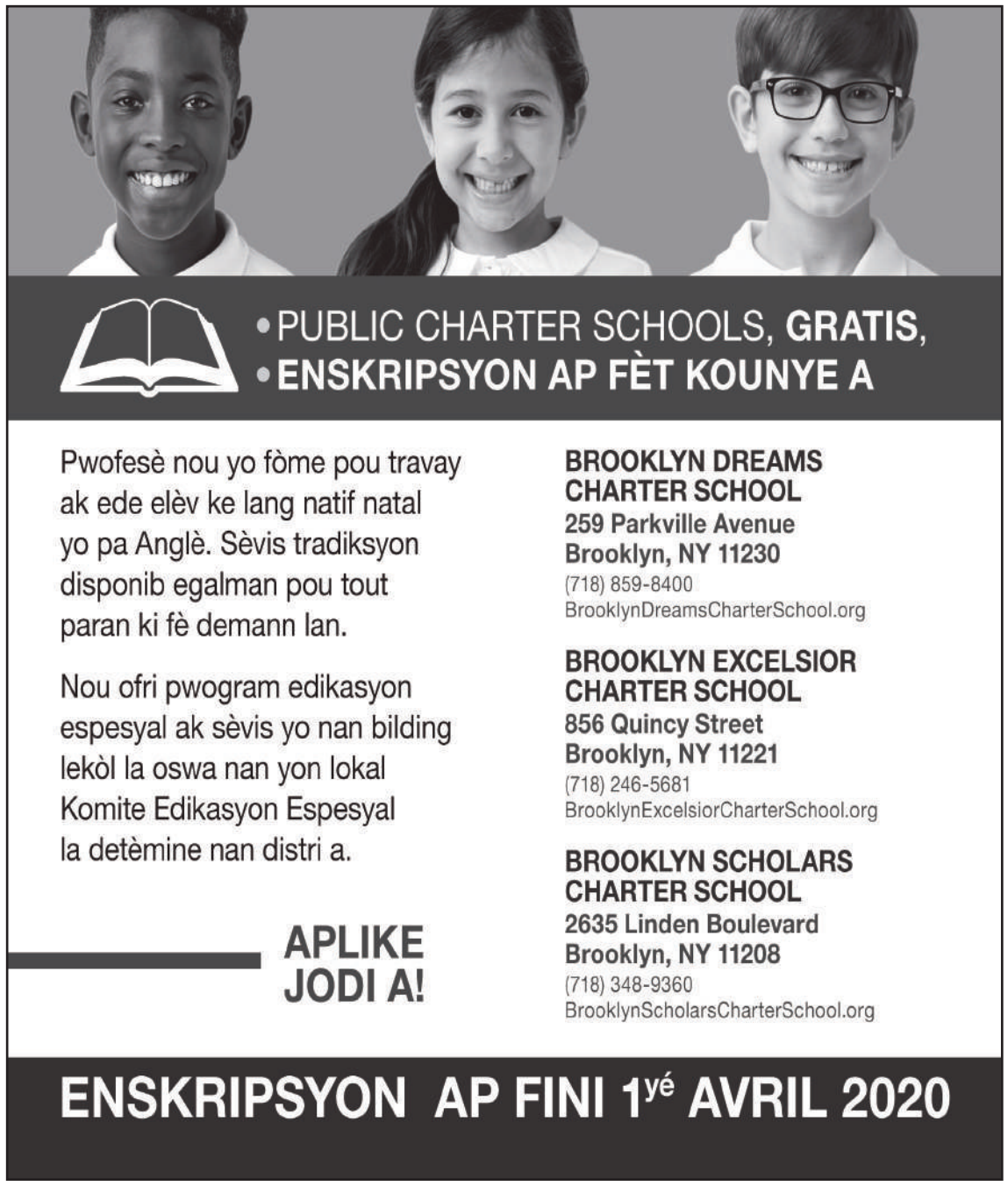
Simulation-I. Le premier ministre François Legault requiert combien d'attention de spécialistes lors d'un déplacement à *blanc* pour masquer l'ignorance et gonfler les apparences quand l'État doit dépenser ailleurs que dans une bêtise de conférence tandis que le Québec est supposément branché comme l'éducation à distance à cause du COVID-19, pour une conférence minimaliste même médiatique, car nous ne savons pas comment les chiffres de contamination s'évalueront lors de déplacement d'un Point-**A** à un Point-**B**. Car, la traçabilité du **COVID-19** est-elle réellement fiable à l'origine du spectre ou, est-ce l'effet du hasard ?

Il suffit alors pour certains comme Serge Morand cité par la **SRC** dans une note d'Ahmed Kouaou, pour dire que et je cite : «la crise écologique est la cause première de cette crise sanitaire», avec des élucubrations qui gèlent la responsabilité politique en dédouanant les dirigeants avares de gains illicites avec le développement de leurs intérêts personnels avant les intérêts de la collectivité. Notons qu'on les verra plus tard dans des procès *bidon* comme à la *cour du roi*, pour justifier encore des avocats aux frais de l'État, des pénalités inversées comme dans les affaires Airbus Mulroney-Schreiber (Karlheinz), à l'époque de Jean Chrétien.

Curieuse affaire de cet article qui parle de déviation, mais ne touche pas les acteurs de la déviation humaine depuis ces encres de traçabilité stratégique chez le tatoueur jusqu'à... ceux qui de la forme d'État irresponsable se prend pour Dieu qui, au temps de malheur, demande à prier Dieu en profond paradoxe après avoir détourné la masse critique du chemin de la préservation de la race humaine. Plus tard verra-t-on les noms de Marc-Yvan Côté dans l'affaire d'ingénierie de ... et Jean Charest et de ses ministres (Normandeau). À ce niveau on parle d'éthique, voit-on.

Une ressource consultée a voulu me faire avaler la critique de Dr Gaétan Barrette à savoir que Legault avait bien géré le cas **COVID-19**, en citant d'autres références qui créditaient ce gouvernement, comme une norme crédible par citation. Il oublia que Barrette avec sa réforme catastrophique quoi a conduit d'ailleurs ce gouvernement en place, cache à peine les affaires arrangées par la collusion ou par le crétinisme de Barrette dans la réforme de la santé qui avec ses mensonges avec insistance dans toutes les émissions complices de la **SRC** se justifiait de ses erreurs tandis que la réalité connue et sue de tous est que l'application d'un médecin de famille à chaque individu ne soit pas vérifiable en 2020. Connivence avec Legault qui ne le poursuit pas : immunité. Quel jugement ! Il y a des morts et de plus en plus de morts tandis

Suite en page 14



Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 14

Kreyòl

Ale nan paj 14

Depi dimanch, te gen tan ge plis pase 136 mil (136 000) moun enfekte nan peyi a. Epi nan lespas 2 jou sèlman kantite moun ki mouri double, rive nan 2 mil (2 000).

***Dimanch la, doktè *Anthony Fauc,* te pale ak jounalis televizyon CNN.** Li di selon jan bagay yo ap dewoule e selon tout etid ki fèt, san mil a 2 san mil (100 000 a 200 000) moun ka mouri avèk maladi a epi plis pase 2 milyon moun ka enfekte. Se li ki nimewo 1 nan ekip ekspè Mezon-Blanch k ap okipe zafè COVID-19 la, li konn sa l ap di.

***Leta Nouyòk, pou kont li, responsab pou la mwatye moun ki enfekte e ki mouri.** Okontrè, nan samdi maten, 28 mas, prezidan Donald Trump te fè youn deklarasyon ke anpil moun te kritike, sitou gouvènè eta Nouyòk la, Andrew Cuomo. Prezidan an te di li kwè fò l mete Nouyòk, Noujèze ak Konektikèt an karantèn fòse, paske se 3 eta sa yo ki gen plis moun enfekte. Kijan li te pral fè sa la a ? Deplwaye Lame pou met lòd nan zòn sa yo. Plim ne gouy !

Enben, gouvènè Cuomo te di bagay konsa ilegal e menm enposib. Se lagè prezidan an ap deklare kont eta Nouyòk, Noujèze ak Konektikèt ! « *Mwen pa renmen son pawòl mwen tande a, menm si m pa fin konprann li* », li te di. Gouvènè Noujèze a, Phil Murphy, te di prèske menm bagay. M pat tande gouvènè Konektikèt la. Rive samdi apremidi byen ta, prezidan an rantre pawòl karantèn fòse l la. Kounnye a se CDC *(Centers for Disease Control and Prevention)* ki di se pou moun nan 3 eta sa yo, ki gen plis enfeksyon, pa vwayaje al lòt kote nan peyi a, amwens ekstrèm nesesite. Epi si yo vwayaje al okenn kote, lè yo rive se pou yo pase 14 jou ann izolman anvan yo ka sikile. Sa a tout moun konprann li, paske se nan sikile, rankontre lòt moun, ke w ka transmèt maladi a.

***Youn nouvo stil.** Nan lari Nouyòk e anpil lòt kote tou, tout moun maske. Wi, yo mete youn mas ki kouvri nen ak bouch yo, epi tout moun gen gan plastik lè yo sot deyò pou pwoteksyon yo. Kou w rantre lakay, se wete rad ki te sou ou a depi nan papòt, gen flit alkòl tou pre pòt la pou flite sou men w. E diran lajounen, se lave men w ak bon savon pou w pa kite okenn viris vin fè 2 pwen sou ou.

***Sitiyasyon Nouyòk la kritik anpil.** Doktè, enfimyè ak lòt travayè lasante plenyen ke yo pa gen ase ekipman e prwoteksyon pou fè travay yo. Se pa sèlman nan Nouyòk y ap plenyen. Yo gen rezon vre, paske gouvènman federal la, kivedi prezidan an, pat pran sa oserye lè *coronavirus* le premye debake nan peyi Lachin. Konsa, li pat gen tan prepare jansadwa pou te pwoteje peyi a. Nou pa ba l bouch, men li ka peye sa chè nan eleksyon mwa novanm nan. Okontrè, jiska prezan l ap di « *Viris chinwa* a ».

***Rive samdi ki sot pase a,** Nouyòk gen tan pèdi 3 moun nan depatman Polis la, 2 sivil epi premye polisye menm, *Cedric Dixon,* 48 an, nan Harlem. Se youn veteran 23 lane nan Polis la. Nan samdi a toujou, 4 mil 3 san 42 (4 342) moun k ap travay nan fòs Polis la pat vin travay. Yo *kòl sik*. Bagay yo myèl deyò a. Nou menm, nou ret anndan kay ap konpile nouvèl pou ou. Nou pa bay randevou ak lari, paske pitit gason n fè *shopping,* mete touskilfo nan kay la pou omwens 3 semèn. Epi gen youn lòt ki pa ret pre ak nou, ki di m, « *Papa, pa met pwent tèt ou deyò. Annik di m sa n bezwen, m ap kòmande tout bagay pou nou pa entènèt, y ap vin delivre l nan pa pòt lakay ou* ». Mèsi, mèsi, youn gwo mèsi !

Ti Renm pou Grenn Pwonmennen
premye avril 2020

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Suite de la page 13

que le politique savait tout depuis le 24 janvier dernier renforcé de la conférence de l'OMS le 30 janvier. *La Géographie du COVID-19 s'est transformée en manqué de masques.*

Ailleurs, l'affaire, la photo de la signature de la grande réussite de Donald J Trump sur les 2000 milliards de dollars, sachant sa part garantie pour refaire surface dans les affaires pourrissantes de la TO, les rangs serrés entre personnalités assistant par rapport à la distance observée avec Donald Trump démontre deux choses certaines : si les autres ne sont pas atteints puisque les rangs serrés, c'est le président qui serait atteint quand on évoque Bolsonaro et autre en sa compagnie rapprochée. Ensuite, si le président n'est pas atteint, la distance sécuritaire avec les personnalités présentes démontre que le président est bien craintif du **CORVID-19** tandis qu'il joue à la négligence face aux populations vulnérables. Notons que depuis la signature de ce **Bill**, il ne menace plus de rouvrir les affaires pour les pâques.

Question alors : Trump accuse la Chine en nommant les virus « *chinois* », est-ce vrai son allégation ? Trump a-t-il la main plongée dans le sang du CORONAVIRUS ?

Toujours ailleurs, considérons l'option d'API-Bénin de Valentin Agon, chercheur (1er prix de l'innovation 2016) et dont le fameux API-Palu contre le Paludisme en Afrique. Une formule phytosanitaire naturelle au lieu de manipulation chimique de la molécule. Valentin *A scientifique* est : *un homme une pensée une action une science,* rencontrée au Bénin/ Cotonou en 2010, à l'occasion du Symposium sur le centenaire des indépendances africaines. Sa formule parle d'Apivirine, un antirétroviral contre le Coronavirus expérimenté au Burkina, d'après Banouto qui explique l'appréciation du ministère de l'Enseignement supérieur de la recherche scientifique et de l'innovation (26 mars 2020). D'une part, est-ce l'appréciation politique de François Legault qui va valider ou invalider des faits scientifiques si c'est le cas, et d'autre part, si un laboratoire américain ou tout autre ne trouverait pas son compte avec toutes ses dévoreuses de sous-publiques ne certifie pas les résultats mêmes si probants, quelle sera notre appréciation face à la mort dans une optique fut-ce même de tentative quand le laboratoire n'offrira pas plus dans son accord de cobaye à court terme ? Ce François Legault premier ministre (avec Justin Trudeau au Canada) qui voit la croissance du nombre de morts en hausse exponentielle ? Son ignorance si c'est le cas, vaut-elle plus que l'expérimentation africaine, si elle ne se fait pas pour une firme d'ingénierie québécoise truquée comme on a l'habitude de le voir dans le cas de M-Y Côté ?

L'erreur est humaine, nous sommes tous humains malgré l'IA. L'erreur cette fois-ci est d'avoir sous-estimé le facteur de traçabilité de la main coupable. Ces traces existent dans la géographie cybernétique. Il y a une logique sur le développement de la *map* cybernétique. Il existe une erreur insoupçonnée, la déviation de la trajectoire et de la courbe de développement. Nous y reviendrons.

Je conclus. L'aspect santé mentale attaqué par le COVID-19 considéré par l'approche réalisée sur le Dr Alain Lesage de l'IUSMM que j'ai alors intitulé : La Métapospora à l'IUSMM. Comment préserver le facteur de résilience dans une population amoindrie par l'action politique en ignorant les effets d'affectation de la santé mentale dans une ville intelligente comme Montréal. *Comme New York même*. On doit se parler, mais en même temps on doit se fuir. Est-ce donc sur un facteur lié au hasard de la guérison miraculée que Dr. Mario Beauregard expliquera dans ses séances coûteuses sur les neurosciences et la foi, ou sur les compétences dues aux bonnes décisions politiques qui forment des experts certifiés, ce malgré les résultats sur les pouvoirs de la conscience ? *Le Canada a atteint les véreux chiffres de la bête pour faire un écart religieux puisque le politique simule des prières piètres à Dieu, 66 morts d'après le rapport en date du 31 mars de l'OMS (6 heures de décalage avec l'Amérique) dont 6317 cas avec 662 nouveaux cas. Rév. Barry Black priant au Sénat aurait-il maudit ?*

La trappe américaine se referme sur elle et non collatéraux. J'ai publié, dont cet extrait : Cependant, cela se passe au moment même où le vice-président Mike Pence a pris la relève de du président en contravention avec le Congrès majoritairement D, surveillant rigoureusement les intérêts des Américains contre les folies du président en fonction. C'est donc pour cela que je me pose la question à savoir, quand le président veut s'enfermer à l'intérieur de murs inutiles, si ce n'est pas la peur qui tourne au ridicule quand on se sent dans un empire démodé, encerclé par des acteurs économiques que l'on souhaitait pour se mesurer en intelligence, mais que l'on s'abaisse à les suspecter de mauvaises intentions, c'est que le Ritalin aura fait son effet. D'où la question reformulée recentrée ainsi : Maduro Rira-t-il d'Envoi d'Américain là-bas quand la PNH en a Désarmé en Haïti ?

Francois Legault s'amusera à y répondre dans sa sagesse.

IMMEUBLE À VENDRE À PORT-AU-PRINCE

Environ 30 chambres et 30 toilettes;
Dans une rue paisible de Port-au-Prince;
Conviendrait pour un hôpital, une école, un orphelinat, etc...
À vendre tel quel; prix à négocier.
Contacter par
courriel: heritiers2002@gmail.com

KOMISYON ANGAJMAN SIVIK
(CIVIC ENGAGEMENT COMMISSION)
AVI SOU REYINYON PIBLIK
Mèkredi, 29 janvye 2020 a 11AM
22 Reade Street, Spector Hall, New York, NY
Borough nan Manhattan
New York, NY 10007

Komisyon Angajman Sivik (Civic Engagement Commission, CEC) a pral òganize yon reyinyon piblik a 11 è am nan jou mèkredi, 29 janvye 2020 la, nan 22 Reade Street, Spector Hall. Komisyon an pral diskite sou metodoloji ki pwopoze a pou Pwogram Asistans pou Lang nan Biwo lokal la ki pral bay entèprete nan biwo vòt Vil New York yo pou ede votè yo ki pa pale anglè byen (LEP) ki depoze yon bilten vòt.

Nan mwa novanm 2018, elektè Vil New York yo te apwouve reviziyon nan Chat la ki te etabli Komisyon Angajman Sivik Vil New York la, ke w ka jwenn nan https://nyc-charter.readthedocs.io/en/latest/c79/index.html. Objektif Komisyon an se pou ankouraje patisipasyon sivik atravè divès inisyativ, ki gen ladan yo, planifikasyon bidjè defason patisipatif, elajisman sèvis entèpretasyon nan biwo vòt yo ak asistans pou konsèy kominotè yo.

Pou jwenn plis enfòmasyon sou Komisyon an, tanpri ale sou https://www1.nyc.gov/site/civicengagement/index.pageKomisyon an.

Manm piblik la ka vini nan reyinyon sa a. CEC pral akòde yon peryòd tan nan fen reyinyon an pou piblik la fè kòmantè ki gen rapò avèk misyon ak aktivite Komisyon an. Tanpri note byen ke limit tan piblik la ap genyen pou fè kòmantè yo se twa minit. Tan sa a se tan pou fè kòmantè men pa pou poze kesyon ni bay repons. Pou nou fasilite sonkwonizasyon kòmantè yo nan yon metòd ki annòd, tanpri voye yon imèl ki gen non w ak afiliyasyon w, pou w ka enskri pou pataje kòmantè w yo, nan info@civicengagement.nyc.gov avan 5pm, nan lendi, 27 janvye.

E si mwen bezwen asistans pou m patisipe nan reyinyon an? Lokal kote y ap fè reyinyon an aksesib pou moun ki sou chèz woulant oswa k ap itilize lòt aparèy pou deplasman. Pral gen sistèm bouk pou endiksyon ak entèprè ki espesyalize nan Langaj Siy Amerikèn (ASL) k ap disponib, sou demann. Pral gen sèvis entèpretasyon gratis k ap disponib nan lang Panyòl. Ap gen sèvis entèpretasyon nan lòt lang tou k ap disponib, sou demann. Tanpri fè jande demann sa yo oswa lòt kalite demann pou aksesibilite pa pita ke 5pm, nan jedi, 23 janvye, 2020, le w vòye yon imèl nan info@civicengagement.nyc.gov oswa rele nan (212) 788-6574.

Piblik la ka gade yon transmisyon anlirèk pou reyinyon sa a e yo ka gade tou ansyen reyinyon ak odyans Komisyon an te òganize, sou sitwèb Komisyon an, nan https://www1.nyc.gov/site/civicengagement/meetings/meeting-notice-2019-06-19.page.

NYC Civic Engagement Commission

Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 15

OU ABITE NAN NYC?

WI, ranpli resansman an.

Plis rezidan Nouyòk ki ranpli resansman an, se **plis lajan** nou pral resevwa pou:

- Lekòl
- Lojman
- Sant pou Granmoun Aje
- Travay
- Wout ak Pon
- Lopital

PA GEN OKENN KESYON SOU IMIGRASYON OSWA SITWAYÈNTE

RESANSMAN AN FASIL E SAN DANJE

Ranplil kounye a nan **My2020census.gov** oswa rele nan **1-844-477-2020**.

10 KESYON SÈLMAN:

- Ranplil sou entènèt la
- Nan telefòn
- Pa lapòs

PA GEN OKENN KESYON SOU:

- Imigrasyon
- Sitwayènte
- Travay ou
- Nimewo Sekirite Sosyal

SELON LALWA, YO PA KAPAB PATAJE REPONS OU YO:

- Pa avèk ICE
- Pa avèk lapolis
- Pa avèk mèt kay kote w rete a
- Pa avèk pyès moun

#GetCountedNYC

NYC | CENSUS 2020

Journal 1- 8 avril 2020:HO 4/1/20 4:46 AM Page 16

NOUVELLES BRĒVES

Le Coronavirus ou COVID-19 domine toujours l'actualité internationale faisant plus de ravages

Le nombre d'infectés de par le monde, au 31 mars, selon les données de John Hopkins, est de 850 000 41 000 morts.

Et l'Organisation mondiale de la santé, elle-même, a fourni des details démontrant que que les Ētats-Unis, avec 122 653 d'infectés jusqu'au 30 mars, occupe la première place de ces statistiques, ayant dépassé tous les pays, même la Chine, où avait débuté le fléau vers la mi-décembre, et l'Italie, le premier des pays de l'Occident à être frappé, ayant connu plus de mortalités que tous les autres pays, soit 10 781 morts pour 97 689 infectées. Aux E.U. le nombre de morts n'est que 2 112. Mais cela peut changer d'un jour à l'autre, puisque le Dr. Anthony Fauci, un scientiste en première ligne des experts de la Maison-Blanche, à

Joël Vorbe, dit Pasha..

Washington, a prédi, dimanche (29 mars), sur la chaîne CNN, qu'à la fin, le nombre de morts aux E.U. pourrait atteindre 100 000 à 200 000 et plus de deux millions seront infectés.

La situation est plus que grave en Italie où l'on a vu le Premier Ministre Giuseppe Conte à la télévision, les larmes aux yeux, dire: *"Nous avons perdu le contrôle. Je ne peux comprendre ce que nous pouvons faire davantage. Toutes*

Dr Anthony Fauci..

les solutions, au sol, sont épuisées. Notre seul espoir est là-haut au ciel. Mon Dieu, venez au secours de votre peuple!"

C'est pas l'Espagne, en deuxième position en Europe, en ce qui a trait au nombre d'infectés et de morts qu'il y aurait une lueur d'espoir. Jusqu'au 30 mars, le nombre d'infectés etait à 78 797, dont 6 528 sont morts. Mais le nombre de nouveaux infectés, à 6 549, dépasse ceux en Italie à 5 201. Ā ce rythme, l'Espagne pourrait rattrapper l'Italie sous peu. L'Espagne compte aussi d'une distinction dont elle pourrait s'en passer: La princesse Maria Teresa, 86 ans, devient la première d'une lignée royale, de par le monde, à succomber au COVID-19, morte jeudi dernier, 26 mars. Cette pandémie n'épargne personne, pas même ceux/celles de familles distinguées ne manquant pas d'argent pour se faire soigner.

Revenons aux Ētats-Unis où le président Donald Trump, d'un ton sombre, avouait hier (mardi) que "les deux prochaines semaines seront des plus dures". Dire qu'auparanvant, il minimisait le virus jusqu'à dire récmment qu'il voulait retourner le pays au train normal pour les Pâques, d'ici le 15 avril. Il a été contraint de fairc marche arrière en ce sens, reportant au 30 avril la réprise des activités normales. Là encore, selon le Dr. Fauci, il faudra bien analyser les progrès enregistrés pour ne pas agir trop tôt. Pour empêcher la propagation du virus, il faut, autant que possible, garder la maison. Et si l'on sort, il faut se munir de gants jettables et porter un masque pour se protéger le nez et la bouche. Puis, le temps d'inviter des parents et amis pour se divertir chez soi doit attendre des jours meilleurs.

Ā New York, l'épicentre aux E.U. de la maladie, on a accueilli avant-hier, 29 mars, l'arrivée du USNS Comfort, le navire de la Marine américaine ayant un hôpital de plus de 1 000 lits â bord. Il servira de relai aux hôpitaux de la ville qui sont en passe d'être dépassés par le nombre de malades du COVID-19. Le Comfort recevra des patients non atteints du virus, pour alléger la pression sur les hôpitaux de la ville. Aussi d'autres militaires érigent des hôpitaux dans des parcs de la ville, y compris à Central Park, au coeur de Manhattan. De plus, lundi, 30 mars, le Javits Center, sur la 10e avenue, toujours à Manhattan, s'étalant sur tout un bloc, est converti en hôpital, pour permettre de relâcher l'étau sur les hôpitaux.

Ce qui fait penser à Haïti et à nos dirigeants qui se disent préoccupés par une éventuelle propagation du virus chez nous, bien, qu'officiellement, le Ministère de la Santé annonçait, en fin de semaine, que le nombre d'infectés s'élevait à une quinzaine. Mais les autorités ne font rien pour créer plus d'espace pour les futurs cas; de COVID-19.

Pourquoi, jusqu'à présent, n'ont-ils rien fait pour aménager l'hôpital de la Croix des Bouquets, don de la Turquie à Haïti à la suite du tremblement de terre du 12 janvier 2010? Pourquoi l'hôpital Simbi, à Carrefour n'est toujours pas une réalité depuis les années d'Aristide quand il avait obtenu un don de quelque vingt millions de dollars de Taïwan pour doter la zone sud de la capitale d'un hôpital moderne?.

Et ceux-là qui ont fait leur beurre de l'argent de PetroCaribe? Ils auraient pu construire un hôpital moderne dans chaque département au coût de 17 millions de dollars par hôpital. Les 170 millions de dollars d'Olivier Martelly, pour ne rien dire des 500 millions de son père et des plus de 600 millions de Laurent Lamothe, tous volés du fonds PetroCaribe, auraient pu faire l'affaire.

On dirait qu'il n'est pas trop tard pour le président haïtien de faire du bien en faisant rapatrier quelques millions du fonds PetroCaribe somnolant dans des paaradis fiscaux. Mais ce n'est pas comprendre ces individus, qui ont déjà entamé le dépéçage des fonds destines à combattre le COVID-19! Voir les éditoriaux français et anglais en pages 10 et 11.

***Une tentative d'assassinat de Joel "Pasha" Vorbe a eu des échos jusqu'au Congrès U.S.** La nouvelle a choqué tout le monde. On a failli assassiner Joel Vorbe, jeune frère de Dimitri Vorbe. Selon *GazetteHaiti,* en ligne, vers les 3 heures du matin, le 30 mars (lundi), un commando lourdement armé est arrivé chez Pasha à Laboule et ont investi les lieux, allant de chambre en chambre où ils n'ont pas trouvé leur prétendue victime.

Comme on sait, depuis quelques mois, le président Jovenel Moïse a déclaré la guerre à la famille Vorbe dans le contexte du contrat d'électricité entre le gouvernement haïtien et la SOGENER, S.A., l'entreprise des Vorbe, qui était l'une des trois compagnies privées qui vendaient de l'énergie à l'Electricité d'Haïti (EdH), une entreprise de l'Etat. Des mandats d'amener contre plusieurs personnalités liés à SOGENER n'ont, jusqu'à présent, abouti à aucune arrestation. L'attentat manqué contre Pasha Vorbe, rentre-t-il dans la logique de faire une leçon aux Vorbe?

En tout cas, ce même lundi, 30 mars, la "Congresswoman" (député) Maxine Waters, proche de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, a émis un communiqué, de Washington étant, pour dénoncer l'attentat contre Joel Edouard Vorbe, dit Pasha, disant que c'est vraiment "troublant que des soi-disant assassins auraient trouvé opportun la pandémie globale du coronavirus pour attenter à la vie d'un leader respecté de la communauté".

Princesse Maria Teresa d'Espagne.

Mme Waters, présidente du Comité des services financiers du Congrès, d'ailleurs une amie d'Haïti, est offusqué d'apprendre la nouvelle, surtout que ses prétendus tombeurs, ne l'ayant pas trouvé, ont dit au staff de la maison qu'ils avaient "deux balles" pour lui. "Je condamne cette attaque" a-t-elle écrit dans son communiqué et "Je demande au Gouvernement d'Haïti d'entreprendre une investigation en règle de cet

Congressiste Maxine Waters.

incident et de poursuivre en justice les responsables de ce forfeit".

Elle a décrit M. Vorbe comme membre du Comité exécutif du parti Fanmi Lavalas et un associé de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide. Un homme d'affaires réussi, un tétraplégique et fervent défenseur des démunis. Elle a profité pour dire qu'elle était en Haïti en avril de l'année dernière et que la prolifération des gangs et la violence effrénée faisaient beaucoup de ravage, mentionnant le massacre de la Saline et les rapports du Réseau national pour la défense des droits humains (RNDDH), de la Mission des Nations Unies et du Haut Commissaire des droits humains de Génève.

L'attentat rêté contre Joel Vorbe aura des répercussions contre le gouvernement haïtien, si rien n'est fait pour tirer cette affaire au clair. Il n'est que d'attendre.

***Le gouvernement américain propose une solution à la crise vénézuélienne sans Maduro ni Gaiadó.** Hier, mardi 31 mars, le Sécrétaire d'état anéricain (ministre des Affaires étrangères), Mike Pompeo, a proposé une sortie de crise au Vénézuéla, selon l'agence de presse Reuters, par un accord entre le Parlement et le Parti socialiste au pouvoir, en écartant le président Nicolas Maduro et son rival Juan Gaiadó.

Comme on le sait, les Américains, jusqu'à la semaine dernière jettait son poids dans la balance pour arriver à la destitution de Maduro, l'accusant formellement de "terroriste trafiquant de drogue" et offrant 15 millions de dolars à qui pourrait aider à sa capture. De l'autre côté, depuis plus d'un an, le parlementaire Juan Gaiadó, le poulain des Américains, est reconnu comme president du Vénézuéla par les E.U. et une ciquantaine de pays alliés de Washington. Mais Maduro retient l'appui de la Russie, de la Chine et de Cuba.

Voilà que, dans un volte de face, Mike Pompeo dit que le Parlement, dont Gaiadó est issu, et le Parti socialiste au pouvoir, fer de lance du président Maduro, auraient la formule pour résoudre la crise en formant un gouvernement provisoire qui aura pour mission d'organiser des élections dans six mois ou plus. Pourquoi pareille formule pour le Vénézuéla et pas pour Haïti?

***Un COVID-19 "Task Force" créé par la "Haitian-American Alliance of New York".** Le *Haitian Times,* le journal haïtiano-américain en ligne, a annoncé hier (mardi 31 mars) le lancement de ce comité qui a pu mettre sur pied une coalition de professionels de la santé, y compris des médecins de différentes spécialités, de service ou en retraite, des organisations caritatives (les *non-profit),* des hommes d'affaires, des églises ainsi que des volontaires. La Haitian-American Alliance (HAA) veut, par cette alliance très élargie, offriir une organization à resources multiples, surtout en ce moment où le monde est rudement éprouvé par le COVID-19. Plus d'information la semaine prochaine.

RAJ, 1er avril 2020